NUMERO 609 JANVIER 1975

la Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE RÉVOLUTIONNAIRE - FONDÉE PAR PIERRE MONATTE EN 1925

EN GUISE DE MÉMOIRES

I. — AVANT LA R.P. (1900-1924)

Peut-être convient-il qu'en ces jours où la R.P. célèbre son cinquantième anniversaire, l'un de ses rédacteurs, qui y a collaboré dès le premier numéro et qui avait donné son adhésion à un groupe socialiste pour la première fois, vingt-cinq ans auparavant, indique à nos lecteurs ce qui lui a paru le plus important dans les changements sociaux qui sont intervenus depuis lors dans le monde, et aussi ce qui lui semble devoir survenir de plus important au cours des années qui viennent.

D'abord, une observation d'ordre général ; je ne pensais absolument pas, lorsque j'avais vingt ans, que je serais témoin de changements aussi étendus et aussi profonds que ceux qui ont eu lieu depuis lors ; l'histoire a marché beaucoup plus vite que je ne l'espérais.

Certes, mes camarades et moi croyions au progrès, au progrès social ; nous pensions même que ce progrès procéderait souvent par saccades rapides, par « révolutions », et nous espérions bien être témoins d'un commencement du « renversement des valeurs », comme l'on disait alors, mais espérer que

par Robert LOUZON

cela se produirait, au cours même de notre vie, par la suppression de la propriété privée des moyens de production sur presque la moitié du globe, ainsi que par l'effondrement du leadership des peuples occidentaux sur l'ensemble de la planète, nous aurait semblé un rêve relevant beaucoup plus de la science-fiction que du matérialisme historique.

Rappelons, entre autres, en ce qui concerne le second point, que la libération de l'Inde, pilier angulaire de la domination blanche en Asie, a eu lieu au lendemain de la seconde guerre mondiale, soit avant-hier, et que celle de l'Algérie, pilier angulaire de la domination blanche en Afrique, est d'hier ; il a fallu moins de vingt ans pour liquider les deux grands empires mondiaux, alors que les moins pessimistes d'entre nous envisageaient peu encore avant leur chute, qu'il faudrait un siècle ou plus.

Car si nous pensions qu'à l'égard des indigènes, il fallait être « bon », « humain », « juste », nous pen-

DANS CE NUMERO :

sions aussi que c'était à peu près tout ce que nous pouvions faire, car les colonisés apparaissaient comme incapables de se gouverner eux-mêmes, et la preuve en était que, sauf aux Indes, aucun d'entre eux ne réclamait l'indépendance.

De même, en France, Vigné d'Octon, qui fut cependant l'un des plus ardents défenseurs des peuples colonisés avant la première guerre mondiale, notamment dans la *Guerre Sociale*, ne réclamait pas l'indépendance de la Tunisie ; il se contentait de demander que l'on n'exproprie pas sans indemnité, les tribus tunisiennes des trois quarts de leurs territoires.

Moi-même je ne pensais guère différemment. Même durant les années qui suivirent la seconde guerre mondiale, même après la proclamation de l'indépendance de l'Inde, j'estimais que vouloir l'indépendance de la Tunisie ou de l'Algérie relevait de l'utopie.

A ce propos, un souvenir précis. C'était en 1950 ; je m'étais hasardé à aller faire un petit tour en Tunisie d'où j'avais été expulsé quelque trente ans auparavant, et j'en profitais pour aller rendre visite à un bon ami, Français, socialiste modéré, que j'avais connu militant avant 1914 pour la « fraternité des races », et, comme je lui demandais où en était ladite fraternité, il me répondit : oh ! tout cela est maintenant dépassé ; « la seule chose que veulent désormais les Tunisiens, c'est l'Indépendance, et *ils l'auront !* ».

De cet homme si modéré, si tempéré, et voyant généralement assez juste, une telle affirmation m'étonna à tel point que je crus devoir l'attribuer à une influence féminine — ce qui était absolument inexact.

L'événement allait d'ailleurs bientôt montrer combien les choses avaient changé depuis que j'avais quitté l'Afrique, puisque, moins de dix ans après l'entrevue que je viens de rapporter, l' « empire » de Messieurs Guy Mollet et de Gaulle s'écroulait comme un château de cartes ! La honte d'une défaite militaire caractérisée, d'une défaite en « bataille rangée » si j'ose dire, n'était pas même épargnée au maître d'hier : Dien Bien Phu avait dû capituler.

L'Aryen, le fier Aryen qui croyait — depuis quatre cents ans — qu'il avait le droit de dominer le monde, ce monde qu'il avait d'ailleurs en grande partie découvert, devait s'en enfuir comme un péteux !

Ceux qui avaient été les seigneurs tout puissants et qui étaient encore seuls à disposer de la bombe atomique et autres engins de destruction massifs, devaient céder le terrain à quelques groupes d'hommes à peine « civilisés » et tout juste armés de vieux flingots !

Donc, premier sujet d'étonnement et... de satisfaction pour nous autres ! Tous les martyrs des guerres coloniales, tous ceux qui avaient été « humiliés et offensés » durant des siècles se trouvaient vengés !

Cependant, il n'est point de règles sans exception ! Les dix années d'intense décolonisation qui s'étaient poursuivies au lendemain de la seconde guerre mondiale virent se produire dans le même temps une conquête du genre colonial, mais qui avait en même temps un certain caractère religieux. Tout comme les Croisés du Moyen Age voulaient conquérir les lieux où avait vécu et où était mort leur Dieu, les Sionistes entendaient conquérir le pays où avaient vécu les Hébreux il y a quelque trois mille ans, cela pour la raison que ceux-ci professaient la même religion qu'eux-mêmes.

Mais le temps des conquêtes coloniales est passé. Les grands remue-ménages de peuples durent souvent ; il est vrai, plusieurs siècles : c'est ainsi que c'est à peu près durant tout le deuxième millénaire avant notre ère qu'eurent lieu ces grands mouvements des peuples aryens qui les amenèrent des pays nordiques sur les bords de la Méditerranée en Europe, et sur les rives du Gange en Asie ; de même c'est au cours de la première moitié du premier millénaire de notre ère que se produisirent, en direction de la Méditerranée également, les « invasions » germaniques, cependant que les temps modernes s'ouvrent au XVI[e] siècle par des invasions européennes en Amérique, en Asie et en Afrique. Cependant, en dehors de certaines époques, la stabilité des populations est relativement grande et les conquêtes coloniales y sont généralement vouées à l'échec ; c'est ainsi que les Croisades du Moyen Age furent un fiasco épouvantable, et c'est pourquoi la croisade sioniste d'aujourd'hui est vouée à l'échec, ainsi que les Américains eux-mêmes commencent à s'en rendre compte. Donc, tirons un trait sur l'exploitation coloniale, et venons-en à l'exploitation capitaliste.

Eh bien ! ce que nous pouvons en dire, c'est que là aussi les succès ont été spectaculaires, aussi spectaculaires au moins que ceux remportés contre la colonisation, et qu'ils ont surpris autant que ceux-ci les hommes de ma génération, en tous cas moi. Un petit fait, assez amusant en témoigne. C'était en février 16 ; j'étais alors soldat, comme tout le monde, et la compagnie de zouaves à laquelle j'appartenais séjournait depuis quelques jours dans un village algérien de l'Aurès Occidental. J'étais donc, un matin de février 16, dans l'une des pièces de la petite maison où nous étions logés, dans l'attente des journaux, qui nous arrivaient, plus ou moins régulièrement. Le journal arrive. J'en prends un exemplaire et je tombe sur une grande manchette annonçant que le czarisme venait d'être renversé : le czar et sa famille en fuite, le parti constitutionnel (les « Cadets ») au pouvoir, etc., etc... Stupéfait et enthousiaste à la fois, je saisis une chaise qui se trouvait à ma portée, et je la brandis en l'air en signe de victoire. Je la brandis si bien que... j'en crevais le plafond ! Depuis lors, je ne fus plus dans le bataillon que celui auquel la révolution avait fait « crever le plafond ».

Et il y avait, en effet, de quoi le faire crever. L'instinct nous faisait pressentir qu'une nouvelle ère, ce jour-là, venait de s'ouvrir dans l'histoire de l'humanité.

La révolution mondiale débutait, et elle n'a pas cessé de se poursuivre depuis lors, gagnant rapidement l'Asie, et même l'Amérique. Aujourd'hui, à peu près la moitié de la population du globe si je ne me trompe, vit sous un régime qui n'est plus capitaliste, un régime dans lequel les moyens de production ne sont plus propriétés individuelles, et donc ne permettent plus l'exploitation du travail d'autrui. Résultat immense, quoi qu'on en puisse dire : *« Le*

monde a changé de base », comme chanterait notre vieux Pottier !

II. — AVEC LA R.P. (1925-1974)

Voyons maintenant ce qui aurait dû être, à mon sens, la tâche de la R.P. depuis sa fondation, et ce qui demeure sa tâche au cours des années à venir.

Mais d'abord rappelons en quelques mots les circonstances dans lesquelles nous avons été amenés à fonder notre revue.

Il va sans dire que dès le premier jour nous fûmes du petit nombre, du tout petit nombre de ceux qui rallièrent immédiatement la cause de la Révolution russe. Celle-ci, en effet, ne fut soutenue à ses débuts que par quelques anarchistes et syndicalistes révolutionnaires ; tous les autres, socialistes, et syndiqués réformistes ayant eu soin de se maintenir dans une réserve prudente.

Or, certains d'entre nous avaient eu dans les temps qui précédèrent la révolution quelques contacts personnels avec des réfugiés russes, notamment avec Trotsky, Losovski, etc., du fait que ceux-ci participaient régulièrement aux réunions du Comité pour la reprise des relations internationales, fondé par Rosmer et qui parvint à avoir durant toute la guerre une certaine activité. Si bien que peu après la fin de la guerre, cela permit à Rosmer d'aller passer pas mal de temps en Russie et de s'y lier intimement avec Trotsky.

Par ailleurs, nous adhérions tous, même Monatte qui fut le dernier à s'y décider, au parti socialiste d'alors, avec la majorité duquel nous restâmes, bien entendu, lorsque, après le fameux congrès de Tours, en 1920, la majorité dudit parti décida de donner son adhésion à l'Internationale communiste. Peu après, fin 1922, à la suite de je ne sais quelles manigances dans les états-majors de Moscou et de Paris, Rosmer fut installé à *l'Humanité* comme secrétaire général ou quelque chose d'approchant, en raison de ce qu'il avait été décidé de donner au journal une couleur plus ouvrière. En conséquence, Monatte reçut la charge d'assurer la rédaction de toute une page de *l'Huma*, d'en faire une page à peu près exclusivement syndicale, et cela avec la collaboration d'un certain nombre de camarades syndicalistes, dont Chambelland, Godomèche, Marbet, Charbit et moi.

Mais dès les débuts de l'ère stalinienne, dans les premiers mois de 1924, nous fûmes amenés à démissionner de ce poste tous ensemble.

Nous avions pu collaborer à *l'Humanité*, tant bien que mal, tant que Trotsky avait été plus au moins au pouvoir, mais dès que son influence faiblit à Moscou, il en fut de même à Paris pour celle de Rosmer, si bien que celui-ci jugea nécessaire d'établir publiquement les raisons de son désaccord avec les nouveaux chefs du Parti, dans un manifeste signé de lui-même, de Monatte, et de Delagarde, un militant du syndicat des Métaux. Naturellement leur exclusion du Parti, à tous trois, suivit immédiatement, ce qui entraîna ma démission du parti, et, peu après, celle de Charbit.

Cela se passait en décembre 1924 ; quelques semaines plus tard, en janvier 25, nous ripostions par la création de la *Révolution Prolétarienne*, organe syndicaliste communiste, où nous entendions collaborer, certes, avec Moscou, employer toutes nos forces à aider la révolution russe à se défendre contre les terribles attaques qui lui étaient lancées de toutes parts, mais... nous restions syndicalistes.

Et, depuis lors, cela fut notre parution régulière, troublée seulement par les événements de la seconde guerre mondiale. Car la bourgeoisie française allait exulter de cette déclaration de guerre qui, espérait-elle, lui permettrait de prendre sa revanche des événements de 36, en écrasant, au nom des nécessités de la « défense nationale », tout ce qui entendait ne pas se plier à la terreur bourgeoise.

Et naturellement ! la R.P. eut à subir sa part de ladite terreur.

Cela commença par la censure.

La censure avait été instituée dès le premier jour.

En conséquence nous sortîmes un numéro de quelques pages seulement, et de ton extrêmement modéré. Ce qui n'empêcha point que quand il nous revint de la censure il était *entièrement* blanchi, y compris les pages de la couverture, y compris le titre ! Seule avait été laissée, en bas de la dernière page, la signature du gérant : Finidori.

C'est avec des procédés de ce genre que nos crétins de soi-disant patriotes se flattaient de pouvoir arrêter l'armée d'Hitler ! En fait d'ailleurs, comme le montra un peu plus tard le comportement de ces soi-disant patriotes, l'objectif de la bourgeoisie française était autre : ce qu'elle désirait c'était instituer en France, grâce à l'aide d'Hitler, un régime autoritaire, qui lui permettrait de prendre sa revanche de 36 !

Peu de jours après, nous apprenions que le petit bureau que nous avions rue du Château-d'Eau avait été visité par la police, et qu'elle en avait emporté tous les bouquins et toutes nos collections.

Charbit qui avait alors quelques relations dans les milieux socialistes alla trouver certains élus socialistes et obtint par eux que nos collections nous soient restituées.

Mais pas pour longtemps !

Après cette alerte, nous avions, en effet, donné congé de la rue du Château-d'Eau, et Charbit avait transféré collections et bouquins dans la cave de son logement au Pré-Saint-Gervais. Quelques mois alors se passèrent, mais, début 40, la police vint chez Charbit et déménagea entièrement la cave, dont elle emmena le contenu au commissariat de Saint-Denis avec Charbit lui-même, qui ne fut relâché qu'après intervention de son syndicat des typos, de l'U.D. et de la C.G.T. Mais il nous fut impossible depuis lors de récupérer quoi que ce soit de toute cette bibliothèque !

Et nous reprîmes alors notre position et notre action ; à savoir : soutenir la Révolution partout où elle éclatait et partout où elle avait à se défendre, mais en gardant notre indépendance ainsi qu'en restant fidèle aux idées fondamentales du syndicalisme révolutionnaire, ce qui d'une part impliquait le maintien de notre non-adhésion au parti communiste, et d'autre part la parution à nouveau de « la Révolution Prolétarienne ».

Cependant nous crûmes bon de ne faire réapparaître cette dernière que le jour où le gouvernement se décida à supprimer l'obligation d'obtenir pour

réapparaître une autorisation. Question de principe ! Partisans sans réserves de la liberté de la presse, nous ne pouvions accepter de ne paraître que parce que le gouvernement le voulait bien ! C'est pourquoi le premier numéro de la seconde série de la R.P. ne parut qu'en 1947.

III. — ET DEMAIN ? (1975-?)

Il ne nous reste plus maintenant, si cela n'est pas trop présomptueux, qu'à envisager l'avenir : la R.P. doit-elle être demain exactement ce qu'elle fut hier, ou ne convient-il pas qu'elle se fixe de nouveaux objectifs, plus pressants ?

Sur ce point je vais parler à titre exclusivement personnel.

Pour répondre à la question posée tout dépend évidemment de ce que l'on pense sur ce que sera l'avenir.

Pour moi, je pense que nous sommes au début de beaucoup plus que ce que l'on appelle une révolution : nous assistons à la naissance d'une *nouvelle civilisation*. C'est-à-dire une rupture avec les siècles qui nous ont précédé, aussi profonde et aussi durable que celle qui a marqué la fin du monde antique et le commencement de ce que nous appelons le Moyen Age, prélude à l'époque moderne.

Une révolution profonde, c'est-à-dire un bouleversement total des valeurs, ce qui était considéré précédemment devenant objet de mépris et ce qui était objet de mépris devenant règle de vie.

Au temps de Rome, à l'époque des Cités, la grande qualité morale, celle qui faisait qu'un homme était plus ou moins respectable, c'était le *courage ;* ce qu'on appelait en latin *virtus*, la vertu ; avec l'arrivée du christianisme, la grande qualité morale continua à s'appeler la *vertu*, mais vertu désormais veut dire : *chasteté !*

Donc, bouleversement total de l'échelle des valeurs. On ne nie pas les anciennes valeurs, mais on les relègue au bas de l'échelle.

Eh bien ! je pense qu'il en sera de même avec la nouvelle civilisation, qui nous attend. Celle-ci sera basée sur une échelle de valeurs, autrement dit sur une morale et sur un comportement à l'égard de la vie totalement différents, et même peut-être exactement inverses de ceux que nous connaissons.

Car une civilisation, c'est avant tout une *morale*, tout un ensemble de règles que certains respectent et que d'autres ne respectent pas, mais à l'égard desquelles tous, ou presque tous, portent un même jugement : ceci est bien, ou cela est mal.

Si le christianisme a apporté au monde une nouvelle civilisation, c'est qu'il ne divisait plus l'humanité en deux catégories : celle des hommes libres, qui était tout, et celle des esclaves qui n'était rien.

Le christianisme fut à la fois l'aboutissement d'une lente évolution élevant progressivement la condition de l'esclave, et l'épanouissement d'une révolution, par la proclamation de l'égalité devant Dieu de tous les hommes.

Or, c'est à un bouleversement aussi profond dans les rapports entre les hommes qu'aboutit la proclamation socialiste que chaque homme a droit au travail et a droit, par conséquent, à la propriété d'une certaine fraction des moyens de production ; ceux-ci, en conséquence, ne sauraient être la propriété exclusive d'une fraction seulement de la population ; donc propriété commune des moyens de production s'impose, autrement dit : le communisme.

Il y a près de deux mille ans, on s'apprêtait à passer de l'esclavage à une égalité *virtuelle* entre les hommes ; aujourd'hui il s'agit de passer de cette égalité virtuelle à une égalité *réelle* de l'égalité de droit à une égalité de fait. Modification profonde qui ne peut être achevée, à mon avis, que grâce à du sang neuf.

Et c'est pourquoi, ceci étant la seconde analogie avec la révolution chrétienne, la civilisation nouvelle ne s'achèvera sans doute qu'au moyen d'« invasions » effectuant un large brassage des populations.

L'introduction et les premiers développements du christianisme à l'intérieur du monde antique furent d'abord l'œuvre des Juifs, au temps de Saint-Paul, puis celle des Germains.

La première grande victoire du christianisme date du jour où un natif de Macédoine, cette « macédoine de races », imagina, à la veille d'un combat décisif contre son rival pour l'empire, de flatter les chrétiens qui se trouvaient dans son armée par sa célèbre vision de la croix ; il prétendit avoir vu dans le ciel une croix, la croix des chrétiens, portant l'inscription : « par ce signe tu vaincras ! ».

Et, en effet, il vainquit, car les temps étaient mûrs pour une fusion plus ou moins partielle des races ; les Goths, ces mercenaires préférés des Romains étaient chrétiens depuis déjà un siècle.

Eh bien ! c'est à un phénomène analogue que nous assisterons sans doute, un jour plus ou moins prochain : nos vieux Etats d'Occident demeurés jusqu'alors fidèles aux vieilles croyances bourgeoises se tourneront de plus en plus vers des peuples à peine sortis de la « barbarie » — dit maintenant « sous-développés » — afin d'obtenir leur appui dans leurs luttes intestines, en échange de quoi ils leur assureront le respect de leurs croyances et de leurs institutions, ce qui les amènera bientôt à les adopter eux-mêmes.

Eh bien ! cela deviendra peut-être, alors, la tâche essentielle de la R.P. que d'apporter tout son concours à cette fusion entre les deux groupes de peuples, fusion qui serait le prélude à l'avènement d'un nouvel âge, un âge de civilisation supérieure.

Or, il faudra, pour que cette nouvelle rencontre entre l'Orient et l'Occident, entre les « civilisés » et les « barbares », soit aussi féconde que celle d'il y a deux mille ans, que les vieux civilisés, c'est-à-dire nous autres, abandonnent tous les complexes de supériorité qu'ils pourraient avoir et se mettent à l'école de leurs cadets.

Ce sera alors sans doute la tâche essentielle de la R.P. que de concourir à cette œuvre. Son passé l'y a préparé ; son avenir peut en dépendre.

R. LOUZON.

Quelle sera la société nouvelle ? Je l'ignore ; ses lois me sont inconnues ; je ne la comprends pas plus que les Anciens ne comprenaient la société sans esclaves produite par le christianisme.

CHATEAUBRIAND.
(Revue des Deux-Mondes - 1834.)

RETOUR AUX SOURCES

« Es-tu vraiment qualifié pour célébrer la fidélité à la R.P. ? N'est-ce pas chez toi simple survivance affective ? N'es-tu pas fort éloigné aujourd'hui de l'idéal révolutionnaire ? Tu t'épuises à formuler contestations, objections... même condamnations... dans la critique systématique des mouvements et Etats révolutionnaires actuels... et tu te prétends toujours fidèle à la R..P ?... » C'est là sans doute ce que disent... ou ce que pensent sans oser le dire... par mal de mes amis anciens ou récents.

Ils ont raison. Il faut quelque audace pour prétendre qu'au cours de cinquante ans de vie militante, on fut toujours digne de la R.P.

Une présence cependant suffisait pour nous obliger à de fréquents examens de conscience. Celle de Monatte qui ne ménageait guère ses compagnons même les plus fidèles, mais qui savait aussi apprécier les défaillances circonstancielles, sans les interpréter comme des reniements, des ruptures et des trahisons.

J'aurais certainement à évoquer pas mal de « circonstances » déterminant un jugement défavorable de Monatte sur mes « prises de position ». Je voudrais simplement citer aujourd'hui un seul exemple. D'abord parce que la défaillance fut collective. Aussi parce que la réaction de Monatte a une valeur historique.

En février 1937 se tenait le deuxième congrès de l'*Union des Syndicats de la Région parisienne*, unifiée un an auparavant. La foule qui, après la victoire du Rassemblement populaire, avait envahi les syndicats, fut facilement colonisée par les staliniens de stricte obédience. Les chefs ex-confédérés (venus de la vieille C.G.T. dite réformiste) subissaient passivement leur asservissement, comme ils avaient légitimé la scission pendant quatorze ans, comme ils devaient justifier la condamnation des communistes en 1939, comme ils devaient s'accrocher à ceux-ci en 1945.

A cet alignement inconscient ou avilissant ne s'opposaient dans l'Union que quelques îlots de résistance, formés d'anciens minoritaires de la vieille C.G.T. et de la C.G.T.U. stalinisée. Au lendemain des ignobles procès de Moscou, le bureau de l'Union avait inclus dans le rapport d'activité des phrases flétrissant les *« crapauds visqueux et les vipères lubriques »*... c'est-à-dire la majorité des combattants d'octobre 1917, liquidés physiquement, sur l'ordre de Staline.

Il fallait quelque courage pour dénoncer cette monstrueuse provocation et s'opposer à cette « synchronisation » du mouvement syndical.

Pour représenter cette minorité apparemment importante, nous étions six : *Charbit* (du Livre), *Delsol* (de l'Eclairage), *Roy* (des Métaux), *Fronty* (des P.T.T.), *Guigui* (du bureau de l'Union) et *Hagnauer* (de l'Enseignement). Je m'élevais contre la référence aux procès de Moscou, Fronty également. Delsol et Charbit, plus brutalement et plus courageusement osèrent se solidariser avec les victimes du monstre de Moscou (1).

Les gens de l'appareil encadrant les délégués (dans leur majorité plus surpris qu'indignés par nos incartades), s'efforcèrent de nous terroriser par des manifestations d'une spontanéité téléguidée.

Et cependant, à la surprise générale, les phrases sur les procès de Moscou furent retirées du rapport d'activité.

Mais une observatrice intelligente du mouvement social : Mme Suzanne Sailly (de *la République)* dans son compte rendu du congrès, nous caractérisa comme des *« irréductibles livrant un combat d'opposition sur de vieilles positions abandonnées, c'est-à-dire sur le syndicalisme de 1906 »*.

Une rectification s'imposait. *Guigui* (je crois) rédigea un texte qu'il nous fit signer, au cours du congrès. L'ai-je lu ? Je n'en suis pas certain. Notre accord implicitement constaté pouvait me suffire.

Il y était dit *« que nous n'étions pas des syndicalistes à la manière de 1906, que nous ne méconnaissions pas les faiblesses du mouvement d'avant la guerre de 1914 — que nous n'étions ni trotskystes, ni anarchistes — que nous n'étions pas contre les réformes, que nous n'étions pas systématiquement contre l'arbitrage obligatoire, que l'un d'entre nous avait collaboré au plan de la C.G.T., que nous n'étions pas contre la collaboration de la C.G.T. au Front populaire, que notre pacifisme ne se confondait pas avec l'antimilitarisme hervéiste d'autrefois »*.

C'étaient là peut-être les opinions moyennes du petit groupe. Mais *Charbit*, *Delsol* et *moi* appartenions au *noyau* de la R.P. *Fronty* et *Roy*, militants de la *Ligue syndicaliste*, étaient aussi des nôtres. Notre rectification aurait dû témoigner d'une autre inspiration et se présenter sous un autre style.

Monatte (R.P. du 10-3-1937) en répondant lui-même à Suzanne Sailly sur les problèmes immédiats, en particulier sur les réalités de la colonisation communiste (que l'on contestait en s'illusionnant sur l'espoir d'une « syndicalisation » communiste et en niant la survie des fractions soumises à Moscou) nous édifiait en indiquant « ce qu'aurait dû être notre rectification ».

Mais l'essentiel tenait dans le titre *« le syndicalisme de 1906 ne peut pas mourir »*. On ironisait en 1937 sur notre « archéo-syndicalisation »... qui nous vaut en 1975 le même mépris désinvolte. Or, aucun militant n'était plus que Monatte inspiré par un empirisme efficace.

Ce n'étaient pas des formules, des thèses, des traditions qu'il retrouvait dans le syndicalisme de 1906, plus précisément dans la *Charte d'Amiens*...

C'était un *esprit... des valeurs permanentes* que confirment les nécessités de la lutte quotidienne... les échecs comme les succès de la classe ouvrière... Il suffit de la citer pour se retrouver dans L'ACTUALITE DE LA CHARTE D'AMIENS.

1906, c'est le congrès confédéral d'Amiens et sa fameuse résolution qu'on évoque constamment, à laquelle on s'est référé encore au congrès d'unité de Toulouse l'an dernier.

La pensée et les méthodes d'alors sont plus que jamais actuelles. Certains aspects, certaines formes ont pu vieillir ; des problèmes qui ne se posaient pas alors se posent aujourd'hui ; d'autres se posent différemment ; mais l'esprit n'a pas vieilli. Il ne peut pas vieillir ; ce qu'il incarne, c'est l'émancipation ouvrière réelle. Nous disions alors qu'une révolution politique pouvait parfaitement se produire sans toucher à la condition ouvrière, sans que le sort des travailleurs soit amélioré, sans qu'il y ait libération, émancipation de la classe ouvrière. L'exemple de la Révolution russe est là pour nous confirmer dans notre point de vue. Gare aux ouvriers s'ils ne veillent pas sans arrêt. Le syndicalisme de 1906 ne faisait que reprendre ce que le chant de l'Internationale *avait dit avant lui : « Ni Dieu, ni César, ni tribun, producteurs sauvons-nous nous-mêmes ». Ce qu'avait proclamé la Ire Internationale : « L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ».*

Le syndicalisme de 1906 n'avait pas envisagé les « accords circonstanciels » avec les partis politiques, ni la participation à un Front populaire. Il n'avait pas établi de catéchisme répondant à toutes les questions passées, présentes ou à venir. A chaque problème nouveau, il fallait chercher la solution nouvelle. A chaque

jour sa tâche. A chaque revendication son effort. L'important c'était de ne pas permettre que la classe ouvrière soit roulée ; c'était que l'intérêt ouvrier soit affirmé d'abord et avant tout. Pour cela pas d'autre moyen que de donner à l'organisation ouvrière le premier rôle, le rôle principal, le rôle essentiel. Syndicat d'abord. Les partis après, les sectes après. C'est là l'esprit de 1906. Et si la classe ouvrière laisse les partis prendre le pas sur le syndicat, si elle répond aux appels des partis plutôt qu'à ceux des syndicats, cela peut tenir à ce que ceux-ci l'aient déçue, mais cela peut tenir aussi à ce qu'elle se figure pouvoir obtenir satisfaction avec moins de peine, sans lutte, par le seul fait de bien voter ou de processionner en masse.

Les faiblesses du mouvement de 1906, nous ne les méconnaissions pas. Nous tâchions de les corriger. Croyez-vous que le radicalisme verbal d'aujourd'hui ne l'emporte pas de quelques coudées sur le radicalisme verbal d'alors ? Quant aux « minorités agissantes », avant de les condamner, regardons mieux ce qu'elles représentaient et ce qu'elles représentent encore. Il y a vingt ans, quand les bolcheviks russes voulaient gagner les syndicalistes à l'idée de parti, ils nous disaient que le parti était précisément ces minorités, clairvoyantes et agissantes, groupées à part. Nous l'avons cru un moment. Mais nous nous sommes rendu compte que les minorités agissantes groupées à part, en dehors de la classe dont elles cessaient d'être le levain et le moteur, arrivaient vite à avoir des intérêts distincts de cette masse ; à lui faire violence, non pas pour la faire avancer, mais pour la dominer et même l'exploiter d'une nouvelle façon. En Russie, le parti n'est-il pas aujourd'hui contre la classe ? Celle-ci n'est-elle pas sans moyens de résistance parce qu'elle a laissé ses syndicats sous la coupe du parti devenir un simple rouage de l'Etat patron ?

Ai-je raison d'attribuer à ce texte une valeur historique ? Non parce qu'il se refère au passé... mais parce qu'il domine le « devenir »... parce qu'il éclaire le présent et l'avenir.

Quand on m'accuse d'être infidèle à l'esprit de la R.P., on incrimine mes « prises de positions » à l'égard de mouvements et d'Etats révolutionnaires actuels. Pour me confondre il suffirait simplement de m'opposer à Monatte dans son évocation du syndicalisme de 1906 : *« Des révolutions politiques ont-elles pu se produire sans qu'il y ait libération, émancipation de la classe ouvrière ? »*. A cela on oppose facilement qu'il s'agit de « prendre le pouvoir », par l'action d'une fraction militairement organisée. Monatte l'avait admis en 1917.

Ce qui n'aboutit pas à une mutation quantitative et qualitative. On peut admettre que le sort d'une révolution socialiste dépende des possibilités d'action militaire. Mais est-il possible de justifier la révolution par des actions purement militaires ?... même de confondre l'action révolutionnaire avec la stratégie militaire... ? Pour me solidariser avec le Vietcong, avec le Gouvernement révolutionnaire du Sud-Vietnam, il faut autre chose qu'une offensive victorieuse, conditionnée par des armements soviétiques et chinois. Il faut *l'adhésion consciente et volontaire des paysans et ouvriers vietnamiens.*

D'autre part, si l'on s'accorde sur les servitudes de la prise du pouvoir politique... il faut envisager les lendemains de cette aventure révolutionnaire... lendemains qui se prolongent... 58 ans en U.R.S.S., 25 ans en Chine maoïste, 17 ans à Cuba.

...Où en sommes-nous dans ces pays dits socialistes, quant à *la libération, l'émancipation de la classe ouvrière* — quel rôle y jouent les syndicats ouvriers ? C'est à vous qu'il appartient de confirmer ou d'infirmer les idées-forces de Pierre Monatte.

Si l'évolution de ces différents Etats bafoue tout ce que nous avons servi depuis cinquante ans, je ne peux que répéter la conclusion de Pierre Monatte, aussi édifiante en 1975 qu'en 1937 : *« Ce n'est pas le moment de répudier les idées de 1906. C'est le moment de les réveiller ».*

Roger HAGNAUER.

LE REPAS FRATERNEL DES CINQUANTE ANS

est prévu pour **LE DIMANCHE 9 MARS A 12 HEURES**

Il aura lieu à l'adresse suivante : Maison des jeunes et de la culture (Théâtre des Deux Portes) 48 et 50, rue Louis-Lumière, PARIS-20e **Métro : Porte de Bagnolet ou Porte de Montreuil**

Envoyez aussitôt votre inscription et votre participation aux frais : soit **35 F par personne** (précisez bien : pour le repas du cinquantenaire). **C.C.P. :** « La Révolution Prolétarienne » 734.99 Paris

Si vous pouvez envoyer une somme plus forte, le supplément servira à inviter des camarades qui ne pourraient donner la contribution demandée. Il pourrait aussi aider la trésorerie de « la R.P. » qui, depuis cinquante ans, a besoin qu'on l'aide ainsi et qui n'est pas humiliée de sa pauvreté, au contraire !

Nous avons besoin de recueillir une somme suffisante pour arrêter définitivement la date et le lieu et verser des arrhes.

La décision sera prise selon le nombre des inscriptions à la date du 20 février.

Appel est fait aux camarades de province et des autres pays.

Cette rencontre est de première importance pour l'avenir de « la R.P. ». Il faut que le nombre des participants atteigne et dépasse celui que nous avions enregistré avec joie pour les quarantième et quarante-cinquième anniiversaires.

Nos agapes fraternelles du 9 mars ne doivent pas seulement être l'occasion d'un bilan ; elles doivent marquer un nouveau départ.

CHRONIQUE DE L'UNION DES SYNDICALISTES

UN PEU DE RETRO ET DE PROSPECTIVE

Au seuil du dernier quart de siècle, on peut jeter le coup d'œil rétrospectif du militant ouvrier sur les trois quarts de siècle écoulés. On peut aussi, et l'on doit, en s'appuyant sur ce qu'est aujourd'hui le monde social, faire quelques prévisions et supputations sur ce qu'il sera en l'an 2000. C'est toucher l'avenir proche de nos jeunes camarades.

Sur le premier point, la rétrospective, ce siècle pèse déjà lourd sur les épaules des survivants de la première équipe de la « R.P. ». Il pèse aussi sur leurs successeurs immédiats, ceux qui composent encore le gros de la troupe de notre Union.

L'histoire parlera longtemps de ce vingtième siècle : deux guerres mondiales l'ont marqué d'une énorme tache de sang et de barbarie, mais le sang n'a pas cessé de couler à leur suite, car ni l'une ni l'autre ne se sont terminées franchement. Ces deux catastrophes ont déterminé aussi, dans leur pensée et dans leur action, trois générations de militants dont on retrouve les traits dans tout le mouvement ouvrier et, plus particulièrement, dans notre groupe et dans cette revue.

Dominant le tableau, la révolution de l'est de l'Europe, puis de l'Asie, a changé la face du monde. La décolonisation n'en a été, dans une large mesure, qu'une conséquence.

Cette révolution, au moins dans son type russe, a pourtant démontré que l'appropriation étatique des moyens de production n'entraînait pas, comme conséquence nécessaire, une révolution socialiste. Une forme particulièrement contraignante de capitalisme d'Etat a créé et développé une méthode plus élaborée, disons : plus « scientifique », d'exploitation du travail et des travailleurs. Une nouvelle classe, née de la gestion monopoliste du capital social, s'est installée et fait perdurer les inégalités qu'elle codifie.

Certes, elle reste l'ennemie des capitalistes privés qu'elle entend exproprier. Elle a fait la preuve que le capitalisme d'Etat pouvait aussi bien et mieux peut-être que le capitalisme du dix-neuvième siècle, organiser et développer la production d'un pays et élever son économie au niveau des plus grands. Mais, pendant un quart de siècle au moins, elle a donné le spectacle d'une abominable tyrannie dont on n'est pas sûr que le régime ne s'en trouve définitivement dévoyé.

Dure et terrible leçon pour les socialistes de toutes les écoles ! Ont-ils vraiment leur avenir derrière eux ?

Gilles Martinet vient de publier un ouvrage curieusement intitulé : « L'avenir depuis vingt ans ». Si nous en croyons ce qu'on en dit, l'auteur socialiste y passe en revue tous les « modèles » de socialisme que l'on a proposés et défendus depuis vingt ans (pourquoi seulement depuis vingt ans ?), que l'on a éprouvés et dont on s'est détourné. Les avenirs possibles du socialisme auraient fait long feu. Ses finalités ne seraient-elles plus qu'un champ de ruines ? Nous voulons croire que *Gilles Martinet*, militant socialiste, a gardé cependant l'espoir et la conviction qui font les militants.

Que dirions-nous de cette confrontation des espoirs et de la réalité, des buts rêvés et des résultats obtenus, et que peuvent en dire avec nous les syndicalistes révolutionnaires ? Si l'on s'en tient à considérer les structures actuelles du syndicalisme ouvrier, l'action de ses dirigeants et de ses bureaux, on pourrait être amené à dire (et beaucoup franchissent le pas) que le syndicalisme révolutionnaire n'a été, lui aussi, qu'une utopie. L'organisation syndicale ouvrière, dans son ensemble mondial, est divisée comme le monde l'est : une partie est ouvertement réformiste en s'accommodant du système capitaliste mitigé de technocratie d'Etat ; une autre, sous le drapeau fallacieux de la lutte de classe, est en fait inféodée à l'autre système d'exploitation moderne de la force de travail.

Pourtant... pourtant, dans un système comme dans l'autre, éclate souvent le mouvement ouvrier autonome qui révèle la persistance de la lutte de classe réelle. Alors renaissent les manifestations diverses d'un syndicalisme révolutionnaire dont les cendres ne sont jamais éteintes.

Vous n'avez pas fait la révolution, nous dira-t-on. Qui l'a faite ? Si la révolution, c'est seulement un changement d'équipe au pouvoir, même au départ avec des intentions plus généreuses, c'est moins que rien. Si la révolution est un changement de système, à la faveur de circonstances exceptionnelles, mais qui maintient les inégalités et les consolide en les codifiant, qui crée des hiérarchies nouvelles ressemblant bientôt aux anciennes, c'est trop cher payé. En tout cas, ce n'est pas la révolution prolétarienne.

Mais si celle-ci, comme nous le croyons, occupe toute une période historique, avec des hauts et des bas, des bonds en avant et des reculs, si sa courbe n'est pas continue, mais ascendante quand même vers le but idéal, alors, avec d'autres, les syndicalistes révolutionnaires y ont pris leur part, et le dernier mot n'est pas dit. Dans les changements de rapport de forces, dans la modification des idées et des mœurs que l'on constate aujourd'hui, il faut reconnaître l'influence des révolutionnaires et des utopies qu'ils défendaient hier malgré la répression des pouvoirs momentanément établis.

***

Quelles sont maintenant les perspectives, pour emprunter au langage des prévisionnistes, des futurologues ? Les experts en prospective se partagent en deux groupes, en deux groupes classiques : les pessimistes et les optimistes. Les premiers annoncent des malheurs, les malheurs de l'an 2000, en raison de toutes les conséquences négatives de la société industrielle, en raison de la pollution irrépressible, d'une démographie incontrôlée, de la division du monde, indépendamment des systèmes politiques, en

deux parties dont l'une consomme trop et mal, dont l'autre est menacée plus que jamais de mourir de faim. Les optimistes pensent que ces contradictions, ces maladies sociales seront surmontées, grâce à une meilleure application des sciences et des techniques, qu'en conséquence les jeunes femmes et les jeunes hommes de l'an 2000 auront une existence moins inquiète que la nôtre, qu'ils seront donc plus heureux.

Les syndicalistes révolutionnaires sont conscients de ces avenirs possibles. Ils les intègrent dans leur doctrine et plus encore dans leur action. Celle-ci ne se sépare pas du mouvement ouvrier réel ; ils ne seront pas pris au dépourvu. Le pire est possible, nous l'avons déjà écrit. Le danger de guerre est toujours là ; les leçons d'un demi-siècle sont oubliées ; l'expérience d'une génération n'est pas ressentie par la suivante. Dans le premier numéro de l'année du « Nouvel Observateur » notre ami *Gérard Sandoz* nous dit que s'il y avait aujourd'hui des élections en Allemagne la social-démocratie serait battue et que renaît, dans la masse du peuple, une nouvelle aspiration aux « hommes forts » ! Ce n'est certes pas par hostilité au peuple allemand que nous mettons en évidence cette opinion. Le nationalisme n'est pas un mal allemand ; il s'est répandu partout comme la peste du vingtième siècle. S'il est un point où nous reconnaîtrions notre défaite (mais non définitive), notre défaite d'internationalistes, ce serait celui-là.

Il faut donc tout recommencer, à partir de la situation telle qu'elle est, du côté des pouvoirs comme du côté du syndicalisme qui, malgré nous et contre nous, ne leur est pas indépendant.

Du côté des économistes et prévisionnistes officiels, règne le désarroi. La théorie de la croissance pour la croissance, dont il fallait attendre plus de bien-être et de justice, cette théorie-là est par terre et les experts bourgeois en sont à contempler ses décombres. Nous avons discuté ici de « la crise », et ce n'est pas fini. « Le Monde » nous a donné récemment quelques échantillons d'exposés polytechniciens sur la maladie actuelle de nos sociétés et sur les remèdes possibles. Ce n'était pas fameux. Il faut faire exception et attirer l'attention des camarades sur l'article de *Jacques Attali* (« Le Monde » du 4 janvier) intitulé « L'a-crise » (camarade typo, n'oublie pas le trait-d'union !). On dit que ce *Jacques Attali* est le conseiller économique de M. François Mitterrand. Mais cela n'a rien à voir ici. Le titre de l'article annonce déjà une thèse originale qui ne s'oppose pas en tout cas à celle que défend habituellement ici notre camarade Louzon. Nous aurons à y revenir encore. « L'Humanité », elle, n'a pas attendu pour reprocher à Jacques Attali « d'ignorer les solutions du programme commun ».

LE PLEIN EMPLOI COMME BASE D'UNE ECONOMIE NOUVELLE

« Comment construire une société telle que le droit au travail découle de la structure même de la société, et que, par conséquent, le problème cesse d'exister ? ».

Telle est la question que posait notre ami Louzon dans la « R.P. » d'octobre. On remarquera dès l'abord que, pour un capitaliste, pour le capitalisme en général, le droit au travail n'existe pas. Le niveau de l'emploi, l'effectif de la main-d'œuvre employée, est une variable dépendante. Elle dépend de la production, du niveau du capital en activité productrice de profit. Si la production baisse, si ses débouchés se ferment, si la productivité du capital diminue, alors il est « naturel » que la main-d'œuvre employée diminue aussi, que des travailleurs se trouvent sans emploi, momentanément ou pour longtemps. Ce n'est pas l'affaire du capitaliste. Il ne produit pas pour employer des ouvriers ; il emploie des ouvriers pour produire, vendre et gagner de l'argent dans cette opération. « Il n'y a plus de boulot » disait le chômeur qui se résignait à cet état de choses. Il ne l'accepte plus désormais. On le voit par la résistance qu'il oppose aujourd'hui aux fermetures d'entreprises. Le patron ne peut plus les employer ? Alors, c'est le patron qui doit s'en aller.

Le plein emploi n'est plus un effet, le résultat optimum d'une situation économique favorable ; il est une condition principale de toute l'activité économique. Mais alors c'est un renversement ? C'est bien possible ; cela paraît même évident. Comment rendre possible ce renversement ? Il faudra donc régler, planifier la production, non seulement globalement, mais régionalement, de façon que toute la main-d'œuvre disponible soit employée (ce qui ouvre son droit au produit, à toute la valeur ajoutée) et, autant que possible, qu'elle produise des choses utiles. Que devient le patron là-dedans ? On commence à discuter de son utilité. C'est son tour. Ne serait-ce pas du socialisme qu'une telle conception ? Il est bien possible que ça en ouvre le chemin.

Ce sont de telles réformes que le syndicaliste révolutionnaire doit préconiser. Vous remarquerez que les travailleurs ont déjà pris les devants.

Nous en avons un exemple, parmi plusieurs autres, avec la fabrique de meubles de Chatenois, dans les Vosges. Le patron a disparu. Mais l'usine tourne avec les trois cents ouvriers qui l'occupent. Ils ont déjà vendu des meubles qu'ils ont fabriqués sans patron ; ils en vendront d'autres, espérons-le.

REDUIRE LE TEMPS DE TRAVAIL

La vieille revendication de la diminution du temps de travail, dans la semaine, puis dans l'année par les vacances payées, puis dans la vie entière du travailleur par l'avancement de l'âge de la retraite, anime toujours l'action ouvrière. Elle devait en tout cas la réanimer.

Il faut quand même dire qu'elle subit une adaptation dans une période de récession économique. Il ne faudrait pas qu'elle autorise une forme de chômage partiel. Voici ce que peut être un certain raisonnement patronal : au lieu de mettre à la porte une partie de la main-d'œuvre, répartissons la misère. Réduisons le temps de travail de chacun, octroyons des vacances supplémentaires (non payées). Bien entendu, cela signifie aussi, même si on n'y insiste pas, mais les intéressés le savent, une diminution correspondante du salaire, en conséquence une baisse de la consommation intérieure, but avoué du gouvernement en place. Ce n'est pas autre chose que de faire supporter les frais de la crise au prolétariat.

Tout change si la conception change : d'une économie dont le profit est le moteur à une économie assurant primordialement le plein emploi pour une production planifiée dans ce but et pour les besoins réels de tous ceux qui en sont les facteurs. Le plein emploi, la production, le pouvoir d'achat deviennent équilibrés. Alors se pose de façon immédiate la réduction du temps consacré au travail socialement nécessaire. La croissance, dans sa quantité comme dans sa qualité, n'est plus aveugle et cahotique.

Mais, puisque nous en sommes encore, dans nos pays, à la conception et à la pratique capitalistes de l'administration des choses, la revendication actuelle de la réduction du temps de travail, dans toutes ses modalités, serait-elle à mettre en réserve pour des temps meilleurs ? Non pas, si elle s'accompagne d'une lutte obstinée pour le maintien et l'accroissement du pouvoir d'achat. Cela, direz-vous, c'est contradictoire avec la règle du jeu capitaliste. Oui, cela est contradictoire. C'est sans doute une raison de plus de mettre en avant cette revendication qui est une des bases, une des raisons de la lutte de classe. Le temps est venu où la revendication pose la question du choix du système. Nous croyons l'avoir dit plus haut : la réforme est révolutionnaire.

M. Giscard d'Estaing, même en posant comme acquise sa bonne volonté, se heurtera — il se heurte déjà — à cette question fondamentale du choix d'un système ou d'un autre. Il ne fait pas de doute que, dans son cœur innombrable et dans son esprit de classe, son choix est déjà fait. Ce n'est pas le nôtre. Les petits changements qu'il impulse, et que nous ne dédaignons pas, ne feront jamais au mieux que d'enlever quelques rides à la surface des choses.

LA LIBERTE, LA FRATERNITE... MAIS L'EGALITE ?

Puisque nous avons été amenés tout à fait fortuitement à parler de M. Giscard et puisqu'il lui arrive de s'introduire chez nous par l'intermédiaire du petit écran, relevons un de ses propos badins de nouvel an. Il a dit : « l'année 1974 a été celle de la liberté ». Nous ne l'avons pas spécialement ressentie comme telle, pas plus ni moins que l'année précédente. Mais Giscard a continué : « l'année 1975 sera celle de la fraternité ». Nous voulons bien, nous aimons la fraternité et nous la pratiquons, mais elle suppose des conditions préalables entre « frères ».

Il nous semble bien que Giscard a sauté un mot dans la devise républicaine, un mot qui s'intercale entre liberté et fraternité : c'est égalité. L'année 1975 devrait donc être logiquement l'année de l'égalité, au moins celle où nous prendrions le chemin de l'égalité, condition d'une fraternité réelle. Nous sommes ici les combattants de l'égalité sans laquelle « le socialisme » est une dérision. Mais ce combat n'a rien à voir avec une politique de « bonnes œuvres ».

A QUAND L'ANNEE DE LA JUSTICE ?

Il ne s'agit pas de la justice en général, de la Justice avec un grand J, qui n'est pas l'affaire d'une année et qui, d'ailleurs, suppose l'égalité. Il s'agit de l'appareil judiciaire, celui des juges professionnels ou « populaires », auquel préside pour le moment M. Lecanuet.

L'affaire Goldman a fait remettre en cause la composition des jurys dits « populaires ». C'est une question que nous avions déjà posée dans ces colonnes et qui, à l'occasion de l'affaire Goldman, s'est trouvée enfin posée dans la grande presse.

Nous ne traitons pas ici du fond de l'affaire. Notre « intime conviction » cependant est que cet accusé a été condamné, au-delà même de ce qu'attendaient les juges professionnels, parce qu'il était trop intelligent et trop cultivé, qu'il injuriait, par sa personnalité, à la tranquillité de conscience des jurés petits-bourgeois.

Mais comment donc ces jurés sont-ils désignés ? Posez la question à tout citoyen moyen. Dans le meilleur des cas il vous dira qu'ils sont tirés au sort. Mais sur quelle liste le sont-ils ? Une obscurité propice est maintenue sur ce point. La dernière liste est établie après plusieurs manipulations (« Le Monde » n'a pas craint d'écrire « tripatouillages »). Des noms de citoyens et de citoyennes fournis « au pifomètre » par les municipalités, une première commission préparatoire extrait une liste. C'est une premières sélection où « le parquet » intervient déjà, puis une seconde commission, encore plus sélective, établit la liste définitive d'où, prétendument, le tirage au sort désignera les jurés de la cour d'assises. Beaucoup de points d'interrogation restent posés sur les critères de cette sélection. « Le Monde » a même parlé de « l'étrange race des volontaires » car il paraît qu'il y a des volontaires pour ce genre de magistrature ! !

Sait-on suffisamment qu'à Paris le tirage au sort ou prétendu tel s'opère sur une liste de seulement 1.200 personnes ! Tout se passe en tout cas comme si, dans chaque affaire où la police et ses méthodes se trouvent impliquées, elle obtenait « un bon jury ». Cela a été vérifié plusieurs fois et encore dans l'affaire Goldman. A l'occasion de cette affaire, de son épilogue et de l'émotion qu'il a soulevée, M. Lecanuet a déclaré : « *Je m'interdis de porter un jugement sur la désignation des jurés* ». Au nom de quoi se l'interdirait-il ? Pas au nom de la justice, en tout cas, à laquelle il est censé présider. C'est justement là où il devrait mettre son nez. Puisqu'il fait partie d'un gouvernement de « réformateurs », on doit lui demander d'assurer le contrôle du peuple sur son appareil judiciaire. Il y a, dans ce sens démocratique, à accomplir des réformes mineures, mais néanmoins importantes. Pour ce qui est de la réforme fondamentale de tout le système, nous n'en demandons pas tant à M. Lecanuet !

C'EST PARTOUT LA MEME CHOSE

Le 1er janvier, des ouvriers de la cité industrielle d'Hélouan, proche du Caire, ont manifesté dans la capitale égyptienne. Ils ont crié : « A bas la vie chère ! » ou encore : « Où donc est le socialisme ? ». Le gouvernement a aussitôt prévenu les ouvriers d'Hélouan que « tout nouvel acte de violence serait réprimé avec la plus grande vigueur ». Il a dénoncé des « éléments irresponsables », une poignée de « meneurs décidés à entraver les progrès de l'action nationale ». Comme quoi tous les gouvernants chantent la même chanson ! Il y a un internationalisme des gouvernants qui répond, comme on le voit, l'internationalisme des revendications ouvrières.

A Londres, M. Wilson a lancé le 3 janvier une mise en garde aux travailleurs contre leur propension « excessive » à se mettre en grève, plus particulièrement aux ouvriers de l'automobile. M. Wilson a déclaré qu'il n'utiliserait pas l'argent des contribuables pour maintenir en activité des entreprises défaillantes si les ouvriers refusent *« de faire une journée de travail honnête pour un salaire honnête »*. Les conservateurs exultent. Il s'est quand même trouvé un député de la gauche travailliste pour dire que ce discours était *« un début déplorable pour* 1975, *et qu'il démontre que son auteur sait très peu de choses sur l'industrie automobile »*.

LE CHARBON COUTE TROP CHER

Quarante-deux morts dans la fosse 3 de Liévin ! Qui peut encore se sentir tranquille après ce drame ? L'histoire des mines de charbon est ainsi parsemée d'épisodes sanglants. Mais aujourd'hui où, en raison de la « fiabilité » des appareils de self-contrôle, on s'en va dans la Lune, il est insoutenable que de pareilles catastrophes puissent encore avoir lieu. Investissons ce qu'il faut pour la sécurité des hommes, ou bien laissons le charbon où il est. On l'avait quasi abandonné. Voilà que « la crise de l'énergie » lui redonne, dans l'industrie, une place qu'on avait trop tôt réduite et contestée.

Faudra-t-il que cette reprise d'une activité si pénible pour l'homme au travail, si hostile à sa santé, à sa nature, soit encore payée aujourd'hui du sang des ouvriers ?

On ne peut considérer cela comme des frais inévitables ! Si le plan de sécurité a été respecté à Liévin, c'est donc qu'il faut revoir ce plan. Les charbonnages, aujourd'hui, sont une entreprise publique. La responsabilité aussi est publique. Tout homme normalement bâti ne peut s'empêcher de pleurer sur ces morts. Mais les pleurs ne résolvent rien. Là encore, ce qui était considéré comme une annexe du travail, doit être une condition première, quel que soit son coût, de l'activité productrice. Celle-ci ne peut s'admettre qu'à ce prix : la sécurité de l'homme qui travaille trop durement pour tout le monde.

UN EXEMPLE DE LA BATAILLE SOCIALE D'AUJOURD'HUI « BIG CHIEF » A LA ROCHE-SUR-YON

730 salariés dont 75 % de femmes. Où donc ? En Vendée, un coin considéré comme d'arrière-garde, où l'on compte déjà cinq mille chômeurs dont la moitié de femmes. On peut mesurer ce que représente l'arrêt inattendu d'une telle entreprise dans une petite ville comme La Roche-sur-Yon.

La responsabilité du P.D.G., résidant à Paris, est grande. On ne s'explique pas sa soudaine déconfiture dans une entreprise qui occupait la seconde place en France dans le vêtement féminin. Tout le monde s'insurge : les cadres devenus depuis peu de temps solidaires des ouvrières, les autorités locales qui ne sont pourtant pas « de gauche » on s'en doute. Depuis le janvier, les travailleurs et travailleuses occupent l'usine. C'est une occupation très pacifiste. Les ouvrières attendent. Elles attendent même un peu trop. Qu'attendent-elles ? Un sauvetage venu d'ailleurs. Elles devraient penser (mais peut-être y ont-elles déjà pensé ?) qu'il faut s'aider soi-même pour que Dieu ou l'Etat ou un nouveau patron, vous aide.

C'est une caractéristique de la situation sociale en France : l'arrêt soudain dans tous les coins du pays d'entreprises de moyenne importance (au bénéfice des plus grandes ?) et le refus des salariés d'accepter le manque d'emploi comme une conséquence d'une situation sur laquelle on ne peut rien. Racontez tout ce que vous voudrez à ces ouvrières de La Roche-sur-Yon et d'ailleurs, elles veulent travailler et dans les conditions où elles travaillaient hier utilement. Que leur importe le P.D.G. de Neuilly et ses bonnes ou mauvaises affaires ? Les vêtements qu'elles fabriquaient servaient à quelque chose, oui ? Alors elles ne démordront pas de revendiquer le droit à ce travail. Elles auront raison.

R. GUILLORE.

OBJECTEURS DE L'IMPOT

Comme tous les ans à la même époque, voici venu le temps où le contribuable salarié conscient de ses devoirs à l'égard du fisc — ou plutôt des poursuites dont il est menacé en cas de négligence — se prépare à remplir sa feuille d'impôt.

A ce propos, il n'est pas inutile, me semble-t-il, de faire connaître l'initiative prise depuis quelques années par plusieurs pacifistes de Montargis (Loiret) qui, non contents de dénoncer les détournements de crédits sans cesse accrus au profit des industries de mort et de vente d'armes à l'étranger, décidaient de refuser leur complicité et de passer à l'action directe en soustrayant une partie de leurs impôts destinée à financer des œuvres de paix, y compris la solidarité aux paysans du Larzac. Ce faisant, ils prenaient leurs responsabilités en accompagnant leur feuille d'impôt d'une note explicative de leur geste.

Depuis, leur exemple a fait tache d'huile, et ils sont déjà plus d'un millier, groupés dans une trentaine de localités (coordinateur — et qui ne s'en cache pas — Vincent Roussel, Le Chesnais, 45200, Montargis) à pratiquer collectivement le refus-redistribution de l'impôt.

D'une documentation qui nous a été adressée, ressort leur intention de généraliser cette conception protestataire par une campagne d'incitation au refus de l'impôt qui se poursuivra en janvier et février par voie de tracts, affiches, manifestations de rue, etc. Cela sans plus se soucier des poursuites prévues par le Code général des impôts en son article 1947 : « Quiconque, par voies de fait, menaces ou manœuvres concertées, aura organisé ou tenté d'organiser le refus collectif de l'impôt sera puni de 3 mois à 2 ans de prison et de 3.600 à 36.000 francs d'amende ».

Quoique soutenues par « Le Canard enchaîné », qui n'a pas craint de leur faire une large publicité (gratuite comme il se doit), jusqu'alors les autorités se sont gardé de toute répression d'envergure à l'encontre de ces objecteurs de l'impôt, sauf quelques saisies-arrêt sur les salaires. Il s'agit d'éviter que la rumeur publique n'amplifie la contagion.

Ici, nous suivrons avec intérêt cette tentative qui ne peut manquer d'avoir des rebondissements.

Mais, au fait, pourquoi ne se trouverait-il pas des responsables syndicaux qui, s'inspirant eux aussi de ce courageux exemple, ne se contenteraient plus seulement de réclamer des augmentations pour les bas salaires qu'ils laissent ensuite invariablement récupérer par l'impôt ?

Pourquoi, à leur tour, ne solliciteraient-ils pas une poignée de volontaires parmi les plus défavorisés des salariés et, groupant leurs feuilles d'impôt, ne prendraient-ils pas publiquement avec eux la responsabilité du refus ?

Bien sûr, faudrait-il pour cela qu'ils se sentent disposés à encourir tous les risques que comporte cette prise de position au cas bien improbable d'éventuelles poursuites judiciaires. **N. FAUCIER.**

LETTRE OUVERTE AUX POSTIERS

Vous êtes venus dans la grande ville. Vous avez passé des concours difficiles. Ils vous ont permis de devenir préposé, agent d'exploitation, contrôleur, inspecteur. Dans votre village natal on vous envie. N'avez-vous pas une place sûre puisque vous êtes fonctionnaire ? N'êtes-vous pas bien payés puisque votre patron c'est l'Etat. Pourtant travaillent avec vous de nombreux auxiliaires qui n'ont pas la sécurité de l'emploi. Pourtant, dans ces immenses métropoles où vous vous sentez perdus, où tant de besoins naissent et vous pressent, où tout se vend et se vend cher, vous connaissez des fins de mois difficiles. Vous êtes agents trieurs, mécanographes, opératrices, guichetiers. Le trafic est en constante augmentation. Or, dans vos divers services, vous vous rendez bien compte que d'une année sur l'autre vous êtes à peu près le même nombre, et que vous ne pouvez plus faire face. Vous avez l'impression que vos efforts sont vains, et vous vous sentez découragés. Cadences rapides, attention soutenue, clientèle parfois difficile, bruit, épuisement physique et nerveux, c'est la rançon de ce métier que vous n'avez pas toujours choisi, mais qui, en fin de compte, vous plaît. Car dans votre profession le travail s'effectue généralement en équipe, les rapports humains sont nombreux. On se sert les coudes. On est solidaires, et cela fait du bien. Il s'ensuit que la plupart d'entre vous sont syndiqués. Oh ! Un peu au hasard sans doute. A part quelques « vieux » l'esprit de chapelle ne vous habite pas. C.G.T., C.F.D.T., Force Ouvrière, qu'importe. Chacune de ces centrales ont leurs qualités et leurs défauts. Et si parfois vous discutez ferme entre vous c'est en toute bonne foi et en toute amitié. De telles organisations, solides, sérieuses, bien structurées, cela vous donne un certain sentiment de sécurité, et aussi quelque espoir dans l'avenir. Vous pensez que si votre sort est difficile, l'action syndicale parviendra peu à peu à le faire modifier.

Cela, vous y avez cru pendant des années, des années de patience, des années de vaine attente pendant lesquelles se sont accumulées déceptions et rancœurs. Et puis un jour quand la pression contenue se fait trop forte, tout explose. Dix-sept octobre 1974. Un centre de tri parisien débraie. Deux l'imitent, et puis tous les autres. Ce sont des postiers F.O. qui sont à l'origine de ces mouvements. A la section « Ile-de-France » on s'interroge. Le moment est-il venu ? Voilà qu'un central téléphonique ainsi qu'un centre de chèques postaux débraient à leur tour : test symptomatique d'une combativité certaine à la base, car ce sont là en général des bureaux plutôt calmes. La décision est prise. Le Bureau régional des P.T.T. F.O. lance un appel à la grève générale et illimitée. Presque simultanément suivent la même procédure les régions de Lyon, Rennes, Nantes et Amiens. La fièvre monte brusquement dans tous les bureaux et centres du territoire. Les débrayages se multiplient. Tous les postiers pensent que la Fédération F.O., qui ne peut désavouer ses régions les plus importantes, ainsi que les Fédérations C.G.T. et C.F.D.T., toujours si combatives et si unitaires, vont lancer un appel solennel à la grève générale, constituer un comité national intersyndical de grève, préciser leurs revendications et déclarer que le travail ne reprendra que lorsque satisfaction leur aura été donnée. Mais rien ne vient. Néanmoins en trois ou quatre jours, la grève se généralise, les P.T.T. français sont bloqués.

Postiers, mes amis, qu'avez-vous fait là ? A-t-on idée de se lancer comme ça dans une grève d'une telle importance sans l'autorisation de vos instances fédérales nationales ? Vous avez violé la règle du jeu. Car le jeu, ça consiste, pour certains, à lancer de temps en temps des grèves de 24 heures, pas plus longtemps surtout, ou bien des grèves tournantes, secteur par secteur, catégorie par catégorie, limitées dans l'espace et dans le temps, tous ces mouvements étant rigoureusement organisés et contrôlés par le sommet, et assortis de déclarations publiques ronflantes et bien balancées, enjoignant au gouvernement d'avoir à vous donner immédiatement satisfaction. Le gouvernement bien sûr n'en fait rien, et se contente d'empocher pour le compte du Trésor vos salaires des jours de grève, qui ne vous sont pas payés. Pour d'autres, c'est bien plus simple : vous ne faites rien. L'action revendicative, seuls en sont capables les permanents du Bureau fédéral ; ceux-ci, de bonne foi sans doute, en vain le plus souvent, et à force d'audiences répétées dans les ministères, réussissent à faire inscrire dans les budgets successifs des réformes favorables à certains d'entre vous, mais risquent fort, en suscitant les jalousies, de créer la division, et surtout, par la primauté qui leur est donnée, de masquer l'importance des seuls problèmes qui vous préoccupent : ceux concernant vos conditions de vie et de travail. Voilà donc ce que vous n'avez pas fait. On allait vous faire payer cher cet outrage aux bonnes mœurs syndicales.

Il s'agissait d'abord de vous faire rentrer dans le rang. Il n'était pas tolérable que se poursuive un mouvement dont le mordant, la spontanéité, et pour tout dire, l'indiscipline, battaient en brèche l'autorité de vos bureaux fédéraux respectifs. Vos dirigeants ne pouvaient être vos servants. La réussite de la grève ? Rien n'eût été plus dangereux, car elle aurait conforté 350.000 postiers dans cette idée, au plus haut point subversive que le pouvoir était en eux et pas ailleurs. Bien sûr, au fil des jours, la radio et la télévision ont retenti des interviews les plus fracassantes réclamant au gouvernement des négociations, et le fustigeant pour n'avoir pas su prendre en temps utile les mesures propres à prévenir votre mouvement. Tout le monde semblait et pouvait penser que de telles déclarations sous-entendaient le soutien de votre action. Mais cela n'était pas toujours dit en clair, et à la lumière des événements qui ont suivi, rien n'était moins certain. Tout ce verbiage, que le grand public avalait sans discernement, mêlé qu'il était aux méprisantes injures et aux mensonges éhontés de votre ministre, n'était que « rideau de fumée » destiné à masquer les subtiles manœuvres dont vous alliez être victimes.

Rappelez-vous. La première a consisté, partout où cela était possible, à transformer votre grève à durée indéterminée en grève de 24 heures reconductible, ce qui en mettait en cause la poursuite tous les matins. Echec complet. Alors on a orienté insidieusement votre programme revendicatif. Vos salaires étaient trop bas. Il était bien normal que vous demandiez une majoration mensuelle de 200 francs. Rompus aux finasseries administratives, vos dirigeants fédéraux étaient fort capables — ou du moins auraient-ils dû l'être — de trouver l'astuce jupridique permettant de traduire votre revendication dans des propositions valables dont la satisfaction n'aurait pu remettre en cause la convention salariale Etat-fonctionnaires. Il est toujours possible de justifier une création d'indemnité par des servitudes propres à votre administration. Mais loin de se fatiguer l'esprit dans cette voie, on s'est mis à crier très fort sur les antennes que l'on revendiquait pour vous les 1.700 francs mensuels minimum. Dès lors vous deveniez le fer de lance, non seulement de l'ensemble des fonctionnaires, puisque leurs traitements sont liés par des parités rigoureuses, et qu'on ne peut augmenter les uns sans majorer également tous les autres, mais encore de la moitié au moins du corps électoral français. Car, formulée de cette manière, cette revendication mettait en cause la politique économique et sociale du gouvernement, politique désastreuse certes, mais que vous, tout seuls, n'étiez pas capables de foutre en l'air, ce que d'ailleurs vous n'envisagiez même pas. En détournant habilement la grève de ses objectifs, on suscitait l'intransigeance gouvernementale, on préparait son pourrissement et finalement son échec. Lorsque après le protocole Lelong du 5 novembre, qui à n'en pas douter,

constituait un recul, léger mais très habile, du gouvernement, il vous eût fallu abandonner cette position intenable de la revendication salariale, pour vous replier sur celle, beaucoup plus solide, des effectifs, des structures de votre administration, et du paiement des jours de grève, lesquels, parmi ceux qui auraient dû être les guides de votre action, vous ont suggéré cette stratégie ?

Les satisfaits du protocole Lelong ? Parlons-en. Ils n'avaient jamais conduit de grève. Les « généraux » d'août 53 sont maintenant à la retraite. En mai 68, ces ronds de cuir s'étaient essoufflés à suivre le mouvement. Pour eux, l'action directe, c'est comme le diable pour les bigotes. Ils furent véritablement ébahis lorsque la vôtre leur obtint, en quelques heures de négociations, ce que des années d'attente dans les antichambres ministérielles ne leur eussent jamais permis d'espérer. C'était merveilleux. Etonnez-vous après cela qu'ils vous aient incités à reprendre le travail, sans d'ailleurs le dire expressément, et par des considérations vaseuses sur le contenu très positif des propositions gouvernementales, et sur les « voies de fait » dont auraient pu souffrir les non-grévistes. Ils n'ont pas compris un instant les raisons pour lesquelles vous ne les avez pas suivis. C'est pourtant bien simple. Vous ne vous battiez pas avec cette ampleur et avec cette énergie pour un aussi maigre résultat. Cela dépassait leur entendement. D'où leurs déclarations ménageant la chèvre et le chou, et qui trahissaient leur embarras. D'où leur attitude à la fois anti-grève et anti-négociation, et l'abandon dans lequel ils vous ont désormais laissés.

Mais la poste était toujours stoppée, et vos autres guides s'impatientaient. Alors commença la grande manœuvre. Il faut reconnaître que son déroulement a révélé de la part de ses promoteurs une connaissance parfaite de la psychologie des foules. Le principe en était simple : quand on veut faire avaler à un malade un médicament nauséabond on le dilue dans de l'eau sucrée. Quant on veut annihiler les effets nocifs d'un mouvement social dangereux pour l'ordre syndical établi, on le dilue dans un autre mouvement social, autant que possible plus vaste, plus spectaculaire, et, cela est essentiel, toujours rigoureusement contrôlé, de façon à rester dans des limites précises et savamment dosées : assez d'ampleur et de menaces pour mobiliser les mass media et leur lourd tintamarre publicitaire, pas assez pour que le pouvoir se sente vraiment en danger, et sous l'empire de l'affolement, trouve une solution satisfaisante pour vous à ce conflit. Alors commencent grèves tournantes des cheminots, grèves sectorielles de l'E.D.F., grève de 24 heures des fonctionnaires, grève dite « nationale » du 19 novembre, manifs, motions, discours, délégations, pétitions, slogans percutants, chansonneries et tout le folklore. Résultat : néant, une tempête dans un verre d'eau. Quand après ce vacarme artificiel, brusquement le calme revint, et que le 20 novembre chacun fut au boulot, vous vous êtes retrouvés soudain, pauvres postiers, tout seuls, entêtés dans votre grève, et pour tout dire un peu gênés et ridicules ; dès lors, isolés, dénudés, refroidis, par cet emmitouflage prolongé, immédiatement suivi d'un brutal désenveloppement, en vous le doute s'installa. Les radios trompettaient chaque matin le pourcentage officiel des grévistes. Or il baissait constamment. Des chiffres bidons ? Vous n'en étiez plus certains. Les « délégués » de service s'employèrent à le réduire peu à peu. Tâche devenue maintenant facile. L'exemplarité est un moteur puissant dans le comportement des hommes. Rien n'est plus décevant que de petites capitulations successives. Le moral n'y était plus. Vous étiez vaincus.

En êtes-vous si sûrs ? Pensez-vous vraiment n'avoir rien gagné à cette grève ? Ecrivant cela je ne pense pas tellement aux modestes résultats revendicatifs que vous avez gaspillés : 6.000 titularisations d'auxiliaires, 2.000 emplois supplémentaires, majoration substantielle de certaines indemnités, et toute une poussière de revendications catégorielles qui un jour ou l'autre satisferont certains d'entre vous. Vous y avez gagné autre chose de beaucoup plus important. Vous avez affronté le Pouvoir. Mis à part Mai 68, où les conditions de la lutte furent tout à fait différentes, il y avait 21 ans que cela ne vous était pas arrivé. C'est-à-dire que pour environ les deux tiers d'entre vous c'était la première fois. Vous savez maintenant qu'il n'est pas de patron plus féroce et plus combatif que l'Etat. Vous savez maintenant que lorsqu'on se bat contre l'Etat, ce n'est pas tellement contre des intérêts capitalistes, mais contre la volonté de certains hommes qui se sont arrogé le droit de dominer d'autres hommes. Vous savez maintenant que cette volonté de puissance n'est pas l'apanage des hommes de gouvernement, mais qu'elle peut exister dans les sphères syndicales, avec les mêmes procédés de mensonge et d'hypocrisie. Vous savez maintenant que la lutte ouvrière c'est le combat, d'abord contre soi-même et sa paresse à ne rien dire, à ne pas réfléchir et à ne rien comprendre, ensuite, avec les armes ainsi forgées, contre l'effrayant monolithisme de certaines organisations. Vous savez maintenant comment faire l'unité d'action. Celle-ci, vous l'avez pratiquée dans votre lutte, et vous avez constaté que ses véritables adversaires sont précisément ceux qui s'en réclament le plus. Sachant tout cela, vous ne pouvez plus considérer vos dirigeants fédéraux comme des idoles. Même si, au cours de votre combat, pendant les quotidiennes prises de parole, vous aviez tendance à défendre ceux qui représentaient l'organisation dont le nom figurait sur votre carte syndicale. Car lorsque des assiégés font une sortie, ils ne commencent pas par détruire la forteresse qu'ils ont derrière eux, même si elle les défend mal.

A n'en pas douter, cette longue grève va marquer un hiatus dans l'histoire du syndicalisme postal. Une période est terminée, une autre commence où rien ne sera comme avant. Cette sorte d'irrespect que vous avez acquis va vous permettre de résister à la tentation que vous suggèrent vos dirigeants, de crier très fort que les traîtres ce sont toujours les autres. Il faut commencer par balayer devant sa porte. C'est à l'intérieur de votre propre organisation qu'il vous faudra transférer votre révolte. Il n'y a pas d'attitude plus négative que d'aller grossir les rangs des inorganisés. Bien au contraire ceux qui se méfiaient du syndicat comprendront aujourd'hui qu'il n'y a pas pour eux d'autre recours ; mais ils devront choisir avec discernement. Vous êtes les seuls juges du bien-fondé de votre action. Sachez rester vigilants. Ne sont cocus que les complaisants. Il vous faudra déceler les motifs inavoués des mots d'ordre venus d'en haut, et refuser de leur obéir le cas échéant. N'acceptez que les combats qui sont les vôtres. Telle est la leçon que vous avez tirée de cette dure expérience. Vous serez dès lors invincibles. Vos routes sont différentes ? Qu'importe après tout si vous faites en sorte qu'elles convergent vers le même but.

François GAUTHIER.

DROIT DE GRÈVE

Aux environs du 5 novembre, j'ai rencontré mon facteur, sa boîte vide sur son ventre :

— Alors, lui dis-je, la grève est terminée ?

— Eh ! que non, me répondit-il, moi j'ai repris. Vous comprenez, ça a l'air de s'éterniser, et moi j'ai six gosses ; si les jours de grève ne sont pas payés...

Et il ajoute, comme s'il avait un peu honte :

— C'est les copains qui m'ont dit de reprendre.

Je l'ai quitté sur cette bonne parole.

Je comprends alors les sentiments profonds qui inspirent nos repopulateurs : Michel Debré, Jean Foyer et consorts. Mais j'y pense. Il y a quelques années ces messieurs ne disaient-ils pas « qu'un droit n'existe que dans la mesure où on a les moyens de l'exercer ». En vertu de ce raisonnement, chaque année depuis bientôt 20 ans on distribue quelques milliards de francs aux écoles catholiques.

Fort bien. Mais que n'applique-t-on le même raisonnement à notre facteur ? *F.G.*

POUR LA DISCUSSION DES ORIENTATIONS SYNDICALES

On nous accuse quelquefois, trop souvent à notre gré, de faire preuve de complaisances particulières pour « Force Ouvrière ». *On nous accuse aussi, d'un autre côté, de chanter la louange de la C.F.D.T.*

Quelle est la vérité ? C'est qu'on nous fait payer un souci constant d'objectivité. Nous sommes des témoins critiques du mouvement syndical, de tout le mouvement syndical. Y compris par conséquent son aile réformiste. Vous voudriez un mouvement syndical sans son courant réformiste ? Il en fait partie depuis les origines et il correspond à une réalité. Nous ne cessons ici de répéter que le syndicalisme ouvrier, dans la mesure de son indépendance de classe, fait la synthèse de la réforme et de la révolution.

En tout cas, nous dénions à de pseudo-révolutionnaires, corrupteurs du syndicalisme ouvrier, le droit de juger ce qui est bien et ce qui est mal, de décréter et de condamner. Nous ne nous laisserons jamais entraîner, derrière eux, à la déformation, à la calomnie.

Au surplus, nous avons dans notre cercle des camarades qui adhèrent soit à l'une, soit à l'autre des grandes centrales ouvrières. Ils y font partout le même travail, partout où la démocratie ouvrière leur permet de le faire, sans opposition systématique mais usant du droit de critique libre des orientations.

Le camarade André Bergeron, *secrétaire général de F.O., a été attaqué particulièrement dans la dernière période. Qu'il le soit à l'intérieur de sa centrale, nous n'y trouvons rien à redire. Qu'il le soit à l'intérieur du parti socialiste auquel, paraît-il, il appartient, cela ne nous regarde pas. C'est son affaire et celle de son parti.*

André Bergeron *a publié, dans les* « *Libres Opinions* » *du journal* « *le Monde* » *(3 janvier), l'article que nous reproduisons ci-dessous,* sans son autorisation. *Nous le faisons parce que nous pensons que les idées qui s'y expriment peuvent servir à une discussion qui n'est jamais finie chez nous. On dira... on dira ce qu'on voudra. On pourra le dire dans ces colonnes, toujours ouvertes sans restriction aux militants ouvriers. Nous n'avons besoin, pour soumettre ce document à l'attention critique des camarades, de la bénédiction de quiconque.*

APRÈS LA GRÈVE DES P.T.T.

La grande grève des P.T.T. de cet automne demeurera, quels que soient les jugements portés, un chapitre important de l'histoire du syndicalisme postier.

La révolte des jeunes des centres de tri est un aspect des problèmes nouveaux nés de l'évolution rapide du mode de vie.

Maintenant que l'activité commence à redevenir normale, il convient de rechercher les causes profondes d'une grève dans laquelle les militants Force ouvrière ont assumé toutes leurs responsabilités. Et cela quoi qu'en disent ceux qui n'ont cessé de les calomnier.

Depuis toujours, le mouvement syndical revendique la démocratisation de l'enseignement, c'est-à-dire l'égalité des chances entre tous les enfants, qu'ils soient fils d'ouvriers ou de bourgeois. Si cet objectif est encore lointain, on ne peut contester l'importance des progrès réalisés depuis trente ans. Pour s'en convaincre, il suffit de comparer le nombre des étudiants avant et après la guerre. Dans un avenir pas trop éloigné, il est permis d'imaginer que tout le monde aura son baccalauréat comme on avait le certificat d'études primaires. Ce jour-là, les jeunes auront des connaissances nouvelles, mais ils ne trouveront pas tous, pour autant, les emplois auxquels ils pourraient normalement prétendre, et cela parce que, quoi qu'on fasse, il n'en existera pas suffisamment. C'est déjà le cas aujourd'hui. Il est par ailleurs impensable d'imaginer un système qui ferait que les métiers « nobles » soient réservés aux jeunes Français et les autres aux travailleurs immigrés. Un tel système, outre qu'il serait inapplicable, serait injuste et intolérable.

Au moment où, de plus, on constate une dégradation importante du niveau de l'emploi, il faut rechercher les moyens d'éviter, autant que faire se peut, les déséquilibres qui font que, d'un côté, on compte des chômeurs et, de l'autre, on manque de main-d'œuvre.

Dès l'école primaire, il faut découvrir chez les enfants l'orientation correspondant le mieux à leurs aptitudes. Il faut éviter, avec l'aide des parents et des maîtres, de les engager dans une voie ne correspondant pas à leur forme d'intelligence et qui, souvent, les conduira à l'impasse, au découragement et à la révolte.

Et puis, il faut absolument réhabiliter les métiers traditionnels, manuels ou non. Il faut redonner aux jeunes le goût de les exercer. Pour cela il faut à la fois les payer et améliorer les conditions de travail. Il faut donner une place plus grande à l'enseignement technique dans l'éducation nationale. Il faut aussi que le Conseil national du patronat français comprenne, enfin, qu'il n'est plus possible de laisser la formation permanente dans l'état où elle est présentement. Il faut bien constater, en effet, que le produit des contributions versées par les entreprises, qui représentent des sommes considérables, a attiré une foule de gens qui, parce qu'il y avait de l'argent à gagner, se sont tout d'un coup découvert vocation à la formation. On connaît le résultat. Exception faite, peut-être, des milieux cadres et agents de maîtrise, l'expérience est, dans une large mesure, un échec. En tout cas, elle n'a pas donné ce qu'on en attendait. Il en aurait été sans doute différemment si les patrons avaient accepté que les grandes orientations de la formation permanente soient déterminées paritairement par les confédérations patronales et ouvrières (1). Il n'est pas trop tard pour changer de cap. Mais il n'y a plus de temps à perdre.

Si on fait résolument tout cela, on évitera peut-être en partie que trop de jeunes, en sortant de l'Université, ne trouvant pas d'emploi à la mesure de leurs connaissances, soient contraints, pour vivre, d'accepter un travail qui ne leur apportera que difficultés et désillusions.

***

Et puis il faut admettre que les jeunes qui entrent dans la vie professionnelle, qui se marient, ont des besoins qu'ils veulent satisfaire tout de suite. Il ne sert à rien de leur dire : « De notre temps, c'était autrement ». Outre que c'est inutile, c'est injuste, car ceux qui tiennent ce langage méconnaissent le fait qu'on ne vit plus aujourd'hui comme il y a trente ou quarante ans. Alors il faut tirer la conclusion. Il faut admettre que la réaction du type de celle des jeunes postiers est fondée.

Les jeunes qui, du fait de leurs études, de leurs connaissances et de leurs diplômes, n'obtiennent pas ce qu'ils ont espéré, ne peuvent se satisfaire de la rémunération d'auxiliaire ou de fonctionnaire de début de carrière, surtout dans la région parisienne et dans les centres industriels importants. Elle ne leur permet pas

---

(1) Les patrons redoutent qu'en acceptant la gestion paritaire de la formation permanente on mette en cause les écoles d'apprentissage qui existent dans un certain nombre de grandes entreprises.

de vivre dans le contexte du mode de vie actuel. Alors ils font la grève avec tout ce que cela comporte.

Les organisations Force ouvrière ont depuis longtemps compris l'importance de la question. C'est pourquoi depuis plusieurs années elles ont fait admettre, dans les conventions collectives et les accords salariaux de la fonction publique et des entreprises nationalisées, les formules que l'on sait de salaire binôme, de double barème de salaire (2), de points uniformes, de ressources garanties, etc., qui sont un commencement de réponse à la nécessité d'assurer à ceux qui débutent ou qui sont au bas de la hiérarchie, le minimum indispensable leur permettant de vivre dans des conditions normales.

Le problème n'est pas simple. Nous le savons. La recherche d'une solution est une urgente nécessité. Elle correspond à notre souci de justice.

Cette question sera donc un aspect important de notre travail en 1975. C'est donc avec résolution que nous allons nous engager dans cette voie.

---

(2) Une des colonnes du barème est hiérarchisée et l'autre non.

André BERGERON.

—A—b-â-t-o-n-s—r-o-m-p-u-s—

LA POSTE EN DANGER. — Les PTT, après cette longue grève, redémarrent mal, tout le monde est d'accord pour le constater, sauf le ministre qui, optimiste, prétend que tout ira bien d'ici peu de temps. Dans la Région Parisienne, des millions de lettres demeurent en souffrance. Les chèques postaux n'arrivent pas à rattraper leur retard, les colis ne sont pas distribués normalement. Je n'ai pas encore reçu par la poste la « R.P. » d'octobre, et ai dû l'acheter chez Maspéro. Certains pensent que le trafic postal redeviendra normal vers la fin de février. Mais beaucoup d'autres se demandent si la poste fonctionnera jamais comme avant. La grève est-elle responsable de ce désordre ? Elle a été elle-même un effet et non une cause. Le fait est là, le personnel des centres de tri est trop peu nombreux. Il faudrait recruter de nouveaux employés, et le gouvernement ne veut le faire qu'au compte-gouttes. Et d'où vient cet engorgement de la poste ? On écrit davantage, sans doute. Mais il y a aussi, et surtout, l'abondance des plis de caractère commercial. Constamment, nous recevons des papiers nous invitant à acheter des livres, du vin, un filtre à eau, un téléviseur en couleurs, une auto, comme si nous n'étions pas capables de savoir nous-mêmes de quoi nous avons besoin. Or, tous ces envois bénéficient d'un tarif privilégié. Tel est un des effets d'une société basée sur le profit. Que l'on commence par appliquer au courrier commercial le même tarif qu'aux lettres ordinaires, et cela ira mieux.

En Italie, la poste a déjà craqué, et l'on n'ose plus là-bas lui confier les lettres. Ceux qui le peuvent vont poster leur courrier pour l'étranger au Vatican, ou même en Suisse. Verrons-nous bientôt des anomalies de ce genre en France ?

LA CONDAMNATION DE GOLDMAN. — Un homme a été condamné à la détention à vie pour un double meurtre dont il n'a pas été prouvé qu'il l'ait commis. Cela est grave, car, si les jurés ne suivent que leur conviction intime, lorsque le doute subsiste, n'importe quel innocent soupçonné d'un meurtre pourra être condamné sans preuve. Or, tout prévenu doit être considéré comme innocent jusqu'à ce qu'il ait été reconnu coupable, et cette reconnaissance de culpabilité ne doit découler que de preuves irréfutables. C'est pourquoi, quels que puissent être les doutes suscités par cette affaire, il convient de s'associer aux protestations qui ont suivi la condamnation de Goldman.

LA BANDE A BAADER. — La répression bat son plein partout. En Allemagne fédérale, les militants du groupe anarchiste appelé « bande à Baader » font en prison la grève de la faim. Déjà l'un d'eux, Holger Meins, est mort. D'autres le seront peut-être lorsque ces lignes paraîtront. Baader, Meinhof sont en danger. Il ne s'agit pas ici de défendre les méthodes, les actions de ce groupe. Mais que réclame-t-il ? Que le statut politique soit accordé à ses membres, et surtout qu'il soit mis fin à leur isolement. On les empêche, en effet, de communiquer entre eux, on les maintient dans des cellules éloignées les unes des autres, on les conduit à la promenade les mains liées derrière le dos. Ce sont des procédés inadmissibles, employés par ceux qui se prétendent les défenseurs du « monde libre ». Ne cessons pas de protester contre de tels faits.

A PROPOS D'UNE TOURNEE AUX ANTILLES. — Notre Président est allé visiter la Guadeloupe et la Martinique avant de rencontrer son collègue américain. Dans ces îles lointaines, le moins qu'on puisse dire est que la réception qui lui a été faite a été mitigée. Il a été applaudi par-ci, chahuté par là, empêché d'atteindre la mairie de Fort-de-France. Peut-on parler après cela de l'attachement unanime à la France dont les départements d'outre-mer donneraient l'exemple ?

Il me semble clair qu'en recherchant l'assimilation, dont la départementalisation est l'expression la plus achevée, les dirigeants français font fausse route. Ils sont encore dominés aujourd'hui par l'esprit du Jacobinisme de 1789.

La grande révolution française avait à unifier des provinces dont le seul lien était la communauté de souverain, « un agrégat inconstitué de peuples désunis », comme disait Mirabeau. Elle s'est alors montrée aussi unitaire que possible, opposée à toute idée de particularisme régional. Et les régimes qui se sont succédé en France par la suite n'ont fait que confirmer cette tendance : le pays est demeuré terriblement jacobin. Quelle différence, par exemple, avec la Grande-Bretagne : Dans le Royaume-Uni, l'Ecosse, le Pays-de-Galles, ont conservé une grande originalité. Les îles de Jersey et Guernesey ont leurs coutumes, leurs lois, leurs timbres-poste ; celle de Sercq ,la plus petite des îles anglo-normandes, a ses institutions particulières. Chaque territoire britannique dans le monde a son propre drapeau, où figure l'Union Jack, mais aussi un signe distinctif. Rien de tel dans les « départements » français d'outre-mer. Or, nous ne sommes plus en 1789, et le jacobinisme ne se justifie plus. En agissant comme elles le font, dans un sens unitaire, les autorités françaises vont à contre-courant. Elles s'imaginent qu'il suffit d'améliorer la condition matérielle des peuples d'outre-mer (qui est d'ailleurs loin d'être satisfaisante) pour se les attacher. Mais, comme l'a dit Aimé Césaire, le maire de Fort-de-France, elle « tue leur âme ». Tout cela me rappelle ce que disait l'ethnologue Marcel Griaule, dont j'ai eu le privilège de suivre le cours à la Sorbonne il y a environ vingt-cinq ans. Il n'était pas révolutionnaire (membre de l'Assemblée de l'Union française, il siégeait dans le groupe du M.R.P.), mais il avait eu le mérite de comprendre et d'aimer les peuples africains, et il m'a beaucoup appris sur eux. Voici donc ce qu'il disait :

« Assimiler un peuple, c'est détruire pour des profits égoïstes immédiats des substances qu'aucune machine, qu'aucune mathématique ne saurait trouver, créer ou reconstruire et, par le fait même, c'est en frustrer à jamais l'humanité. »

LES CHRETIENS ET LA REPRESSION. — Le Cardinal Kim Su Whan, à Séoul, le mardi 10 décembre 1974, a attaqué la politique du Président de la Corée du Sud, Park Cung Hee, au cours d'une manifestation de catholiques pour la défense des prisonniers politiques et

contre la torture. Cela confirme ce que j'écrivais dans la dernière « R.P. » au sujet du Président en question, et de l'impudence avec laquelle il camoufle des méfaits dont personne ne doute. Mais c'est à un autre point de vue que je cite ce fait. De plus en plus à travers le monde, des croyants, et en particulier des catholiques, se dressent contre la répression, les arrestations arbitraires, la torture. Il en est ainsi non seulement en Corée du Sud, mais également au Vietnam du Sud, au Chili, au Brésil, en Espagne. Il en a été de même dans les colonies portugaises au temps de Salazar et de Caetano.

Il y a certainement dans cette attitude une part de calcul du clergé ou d'une fraction du clergé, mais il y a aussi la sincérité de nombreux croyants qui cherchent à conformer leur action aux principes évangéliques.

L'Eglise, cependant, n'a pas cessé d'être une force réactionnaire et obscurantiste à bien des égards. On a vu avec quel acharnement elle s'est opposée à la libéralisation de la loi sur l'avortement. Nous ne devons pas cesser de lutter contre le cléricalisme et de proclamer la nécessité de s'affranchir de toutes les tutelles religieuses. Mais il serait néfaste, à mon avis, de refuser des actions communes avec les croyants, de quelque religion qu'ils se réclament, lorsque leurs convictions rejoignent les nôtres dans la lutte contre la répression.

QUE PENSER DU TERRORISME. — Je n'ai jamais approuvé les procédés terroristes. La prise d'otages l'exécution d'innocents pour défendre une cause, si juste qu'elle soit, me paraissent regrettables. Cependant Louzon a raison lorsqu'il écrit que sans le terrorisme, les Palestiniens auraient perdu la partie. Oui, devant l'indifférence du monde, ils n'ont eu que ce moyen efficace de se faire entendre.

Mais à présent que la Palestine s'est fait reconnaître, que son leader a reçu à l'ONU l'accueil que l'on sait, la persistance des actions terroristes me paraît plus nuisible qu'utile. Je souhaite que toutes les organisations palestiniennes s'en rendent compte et passent à d'autres formes de lutte, adaptées à la nouvelle situation.

ETHIOPIE SOCIALISTE ? — La junte militaire qui gouverne l'Ethiopie vient de se proclamer socialiste. Ceci devrait nous réjouir, car l'idée socialiste, c'est-à-dire celle d'une société sans exploitation de l'homme par l'homme, nous est chère, et nous la voyons se répandre de plus en plus dans le monde, ou plutôt dans le tiers monde. Mais cela n'est pas sans m'inquiéter quelque peu. Car les pays qui optent pour le socialisme n'y sont nullement préparés. Le socialisme devait être réalisé comme la suite logique de la société capitaliste. Or, nous voyons des pays qui n'avaient pas atteint le stade capitaliste se prétendre, se vouloir socialistes. Il convient d'accueillir cette affirmation avec prudence, et de conseiller aux dirigeants de ces pays de ne pas brûler les étapes, et de s'efforcer d'abord de vaincre leur présent féodal, tout ce qui chez eux est rétrograde. Et de considérer que le socialisme n'est pas une simple étatisation des moyens de production, mais la prise en charge par le prolétariat lui-même de l'économie.

L'ARMEE CONTESTEE. — Une pétition qui circule parmi les soldats, une manifestation de trois cents d'entre eux, poing levé dans les rues de Draguignan, trois inculpations qui se terminent par une condamnation de principe, jamais on n'aurait pu imaginer cela au temps où nous faisions notre service militaire. On a craint l'opinion publique et ses réactions défavorables ? Cela prouve que cette opinion publique a bien évolué, et qu'aujourd'hui, l'armée, comme toutes les autres institutions de la société, doit compter avec elle.

En dernière minute, on apprend que cent cinquante soldats français ont manifesté à Karlsruhe, en Allemagne occupée. Décidément, cela va mal dans l'armée, aujourd'hui.

Jacques GALLIENNE.

Informations syndicales

L'ACCORD DU 14 OCTOBRE 1974, DANS LE BATIMENT

La Fédération de la construction C.F.D.T. affirme que l'accord intervenu le 14 octobre 1974 entre le C.N.P.F. et toutes les organisations de salariés, instituant une allocation supplémentaire d'attente aux salariés licenciés pour motifs économiques s'applique aux travailleurs du Bâtiment et des Travaux Publics.

Lors de l'application de la loi du 13 juillet 1973 sur le licenciement, la F.N.B. et la F.N.T.P. ont essayé d'exclure les licenciements de fin de chantier, prétextant que ceux-ci étaient des licenciements collectifs d'ordre économique.

Aujourd'hui le patronat du Bâtiment et des Travaux Publics essaie de faire en sorte que l'accord du 14 octobre ne les concerne pas en affirmant que les licenciements de fin de chantier ne sont pas d'ordre économique. C'est exactement le contraire de leur argumentation à propos de la loi du 13 juillet 1973.

LES PENSIONS DES PERSONNES AGEES

Le minimum vieillesse a été porté à 18,60 F par jour au 1er janvier 1975, mais les pensions étant versées trimestriellement à terme échu, les bénéficiaires ne verront l'effet de cette augmentation qu'au 1er avril 1975. Pour toucher les 2 F par jour promis depuis ami 1974, ils devront attendre le 1er juillet 1975.

La C.F.D.T. estime que l'inflation réduit de beaucoup la portée de ces mesures et réclame que le minimum vieillesse soit porté à 25 F par jour à dater du 1er janvier 1975, pour atteindre le plus rapidement possible 80 % du S.M.I.C. Elle réclame également que les pensions soient servies mensuellement par les P. et T.

CONTRE LE RELEVEMENT ARBITRAIRE DES HONORAIRES MEDICAUX

Le Comité Interdépartemental des U.D.C.F.T.F.O. des Pays de Loire, réuni à Angers le 17 décembre dernier a évoqué la position des syndicats médicaux qui veulent augmenter leurs tarifs d'une manière unilatérale, de telle sorte que les assurés sociaux, et principalement ceux qui ont les ressources les plus modestes, seront les premières victimes de cette décision.

Les T.D.C.F.T.F.O. des Pays de Loire protestent énergiquement contre cette pratique d'une catégorie sociale dont la légitimité des revendications n'a pas à être appréciée par les salariés, mais dont les ressources et les moyens d'existence ne sont cependant pas à mettre en comparaison.

Les U.D.C.G.T.F.O. des Pays de Loire constatent que ces méthodes de pression ne peuvent conduire les représentants des salariés qu'à un réexamen de leur doctrine en matière d'organisation des soins médicaux.

Un effort plus grand pour orienter un plus grand nombre d'étudiants en médecine vers la médecine hospitalière devrait en effet être entrepris en même temps qu'un encouragement au déploiement de ce type d'organisation médicale qui connaît actuellement un essor malheureusement freiné par le manque de moyens mis à sa disposition.

Cette orientation mériterait un encouragement car elle est la solution d'avenir en raison de sa qualité de plus en plus reconnue par le public.

Les U.D.C.G.T.F.O. des Pays de Loire réclament par conséquent de plus grands moyens pour les consultations externes dans les hôpitaux publics.

Elles s'étonnent en même temps des campagnes démagogiques de « l'Humanité » en faveur de la médecine libérale. Après les journées d'action avec le CIDUNATI, voici à nouveau l'union des mécontents, poujadistes ou autres, préconisée par la C.G.T. et le quotidien du P.C. Les U.D.C.G.T.F.O. des Pays de Loire refusent quant à elles ces alliances contre nature et maintiennent avec fermeté et avec constance les positions traditionnelles en la matière.

HOMMAGE A PIERRE-JOSEPH PROUDHON

Le 15 janvier 1809, dans un quartier de Besançon, « la Mouillère », un enfant naissait qui fut nommé Pierre-Joseph Proudhon. Cinquante-six ans plus tard, le 29 janvier 1865, un très grand socialiste du nom de Pierre-Joseph Proudhon fermait les yeux.

Un énorme travail fut la cause de cette mort prématurée. Une vie de labeur vouée entièrement à la misère du peuple —, à son émancipation, à sa liberté. à ses droits, à la justice.

Depuis, 110 ans se sont écoulés. Et toujours, pendant ces longues années, les dures critiques ne se sont pas arrêtées. Certains commentateurs ou critiques le prennent pour un petit patron, d'autres pour un petit bourgeois. Quoi de plus faux ! Car en fait, il appartient au peuple : par la sueur de son front, par ses mains de typographe, par son tour de France, par le courage d'une vie gagnée honnêtement, en un mot par le travail. Plus même, il en est le représentant, il est le cœur de cet être immense qu'on appelle le peuple. Toute son œuvre est marquée par son appartenance au peuple. Et plus spécialement, on peut en voir le signe dès le début de sa vie d'« auteur » dans ces très beaux extraits de lettres à son ami Ackerman ; pour n'en citer que ceux, le premier parlant du concours à la pension Suard et le deuxième après son élection.

« Né et élevé dans la classe ouvrière, lui appartenant encore, aujourd'hui et à toujours, par le cœur, le génie, les habitudes, et surtout par la communauté des intérêts et des vœux, la plus grande joie du candidat, s'il réunissait vos suffrages, serait, n'en doutez pas, messieurs, d'avoir attiré, dans sa personne, votre juste sollicitude sur cette intéressante portion de la société, si bien décorée du nom d'ouvrière ; d'avoir été jugé digne d'en être le premier représentant auprès de vous ; et de pouvoir désormais travailler sans relâche, par la philosophie et la science, avec toute l'énergie de sa volonté et toutes les puissances de son esprit, à l'affranchissement complet de ses frères et compagnons. »

« Proudhon, tu te dois avant tout à la cause des pauvres, à l'affranchissement des petits, à l'instruction du peuple ; tu seras peut-être en abomination aux riches et aux puissants ; ceux qui tiennent les clefs de la science et de Plutus te maudiront : poursuis ta route de réformateur à travers les persécutions, la calomnie, la douleur et la mort même. Crois aux destinées qui te sont promises... Toi, enfant du peuple, filius fabri, comme on le disait autrefois de Jésus-Christ ; tu abdiquerais ta conscience, tu apostasierais ta foi pour être heureux à la manière de ceux-ci et de ceux-là ! Tes frères ont les yeux ouverts sur toi : ils attendent avec anxiété s'ils doivent bientôt déplorer la chute et la trahison de celui qui avait tant juré d'être leur défenseur : ils n'auront jamais, pour te récompenser, que leurs bénédictions : elles valent mieux que les écus comptants du pouvoir. Souffre et meurs s'il le faut ; mais dis la vérité et prends la cause de l'orphelin. »

Chez Proudhon, l'homme qui prône la révolution, l'affranchissement complet de ses frères et compagnons — pour employer une expression à lui — doit être tolérant, ouvert et ne jamais décider une fois pour toutes que ce qu'il dit ou propose est une vérité irréfutable. Que l'on est loin de tout cela aujourd'hui !

Beaucoup de « révolutionnaires », de nos jours, s'empressent de marcher avec l'opinion publique. Pour ne pas perdre des électeurs ou plus simplement une « clientèle », ils n'osent pas s'élever contre les idées reçues, les traditions, les préjugés. Ils ne balancent pas un seul instant à prendre tous les vices des bourgeois à se laisser porter par le courant, en sachant pertinemment qu'ils vont là contre les intérêts même des travailleurs, même si ceux-ci n'en ont pas encore la notion exacte.

Proudhon, lui, n'a jamais hésité une seule fois à aller à l'encontre des idées de son temps. Même s'il se retrouvait seul, même si la calomnie essayait de le faire passer pour un fou, un perturbateur, un illuminé. Et là, je réponds à tous ceux qui disent avec ironie : « Heu ! Proudhon, il est truffé de contradictions, rien ne se tient. » Et de plus, ils se donnent l'illusion de le prouver en citant de petites phrases ou des réflexions ! qui se contredisent par rapport à d'autres prises dans son œuvre ! Evidemment on pourrait se laisser tenter d'accepter cette thèse. Mais voilà ! Proudhon ou plutôt son œuvre est un tout —, comme le disait très justement Louzon, une œuvre remplie de thèses, d'antithèses —, mais un tout que l'on doit prendre entièrement. Tout se tient et malgré lesdites contradictions, l'œuvre de Proudhon n'est pas contradictoire. Bien au contraire, c'est de la pure logique. Le principe de justice est l'armature de l'œuvre de Proudhon —, car pour lui la liberté, la vérité, la justice sont choses qui évoluent à chaque moment —, constamment.

Pour Rousseau par exemple, ainsi que le rappelle Proudhon, la liberté et la justice n'existent que si l'homme retourne à son origine —, en pleine nature. C'est alors seulement que, sans les contraintes de la société, l'homme redevient bon, juste et libre.

Pour Proudhon, au contraire, la liberté et la justice sont dans la société. L'homme seul est soumis à toutes sortes de dangers dans la nature. Chaque jour il doit lutter pour se nourrir. Constamment il est alors ballotté entre la vie et la mort. Du jour où les hommes se sont réunis en peuplades —, première forme de société —, la sécurité, la liberté, la justice ont fait leur apparition. Même si celles-ci nous paraissent loin de la vérité, de l'idéal, même si dans nos sociétés, elles ne sont plus pour nous qu'esclavage —, pour les hommes de ces époques reculées, cela valait mieux que les périls de l'isolement et de la vie en pleine nature sauvage.

Dans cette première forme de société, quelques hommes ont commencé par critiquer les statuts, les coutumes, les lois qui la régissaient —, à aller contre « l'idée du temps » ; et malgré les représailles, les bien-pensants scandalisés, la nouvelle idée a fait son chemin —, et la justice, la liberté ont alors avancé. Ce phénomène s'est répété mille fois au cours de l'histoire et aujourd'hui encore nous avons pu le constater au sujet de l'avortement.

Combien Proudhon voyait juste ! Ce phénomène constant, il l'a appliqué à son œuvre tout entière. Comment ne pas reconnaître le mérite d'un homme qui, par souci de justice, par soif de liberté, ne dit pas ; « tout ce que je dis est parole d'évangile. »

Ce principe de justice, si cher à Proudhon, lui a donc valu cent et mille reproches de toutes sortes. Mais, grâce à ce principe, à cette élasticité dans son œuvre, à cet esprit critique, il est plus que jamais homme d'avenir. Fondateur de l'économie autogestionnaire, l'un des fondateurs également de la sociologie suivant Gurvitch... Mille choses seraient encore à dire.

Proudhon, c'est une façon de penser, de voir les problèmes, les événements ; on peut donc appliquer ses principes à toutes les situations, à tous les cadres.

Jean Guéhenno disait dans une récente chronique (1) « Peu d'hommes en son temps auront fait aussi peur au bourgeois. » Aujourd'hui, 110 ans après sa mort, l'hostilité à son œuvre ne s'est pas arrêtée. Ce qui est bien la preuve encore, que cet homme n'a rien perdu de sa vivacité.

Le système proudhonien a le présent, l'avenir devant lui ; c'est le plus grand hommage que l'on peut lui rendre.

Michel DESCARSIN.

---

(1) Chronique publiée dans le « Figaro ».

A propos du contrôle ouvrier en Albanie

Le 29 novembre, l'Albanie fêtait le 30e anniversaire de l'établissement du nouveau régime. Le camarade Palette, revenu d'Albanie avec un certain enthousiasme, étudie ici les problèmes d'organisation du travail dans l'entreprise. Son article suscitera, n'en doutons pas, de nombreuses réactions qui permettront d'ouvrir un débat sur cette importante question : rôle des ouvriers, des cadres, des syndicats, des partis, tout cela est plus actuel que jamais.

A celui qui désire voir le socialisme sortir du flou idéologique où le maintiennent certains, la révolution albanaise offre une réalité riche, souvent complexe, mais toujours stimulante : l'Albanie a su tirer les leçons de l'échec en Union Soviétique et, tout en réaffirmant sans cesse son attachement aux acquis du marxisme-léninisme, trouver des solutions souvent originales aux problèmes qui se posaient à elle. Parmi eux, il en est un qui semble devoir intéresser plus particulièrement la gauche révolutionnaire : je veux parler du contrôle ouvrier direct.

On ne trouvera pas ici l'étude exhaustive d'un problème si vaste et pour moi-même encore neuf : quinze jours en Albanie, c'est peu ! Voici tel que je l'ai vu et tel que je l'ai compris un des aspects de l'expérience albanaise. Tout cela paraîtra peut-être irritant à certains, je le sais, mais mérite d'être connu et discuté.

Le socialisme, ce sont de nouveaux rapports entre les hommes. C'est aussi, et fondamentalement, la propriété collective des moyens de production et de distribution. Le mérite de la troisième Internationale fut de tenter de permettre, de manière réaliste, à la classe ouvrière de jouer son rôle historique ! Une avant-garde militante se détache du prolétariat. Elle s'empare du pouvoir et, sous le contrôle étroit de la classe ouvrière, assure la révolution sociale. Premier pays à se lancer dans l'aventure, l'Union Soviétique est seule. Elle manque de références. Il lui faut affronter des problèmes qu'aucune expérience préalable, si ce n'est la Commune de Paris, ne peut l'aider à résoudre. Cela explique bien des choses. La Révolution est une conquête sans cesse remise en cause. Rapidement, les Soviets dépérissent. Nouvelle bureaucratie, le Parti gère l'Etat pour son compte. Les rapports de production capitalistes réapparaissent. Aujourd'hui, l'Union Soviétique est aux mains d'une nouvelle bourgeoisie. La classe ouvrière a été dépouillée de ses conquêtes.

C'est dans une telle perspective qu'il convient de comprendre les préoccupations autogestionnaires qui se sont emparées d'une bonne partie de l'extrême-gauche française depuis quelques années. L'ambition essentielle de l'autogestion, consiste à placer chaque entreprise, chaque unité de production sous la direction exclusive de la collectivité de travail. Pour éviter que la classe ouvrière ne soit à nouveau dépouillée de ses acquis, chacun devra exercer réellement, concrètement, le pouvoir. Les organismes de direction seront élus en assemblée générale, les contradictions sociales subsistantes seront résolues harmonieusement par la libre discussion au sein du groupe. La coordination entre les différentes branches de l'économie sera assurée par une planification « souple et démocratique ». L'Etat, devenu sans objet dépérira. Evidemment, le « projet autogestionnaire » est plus vaste, plus ambitieux. Il prétend englober tous les aspects de la vie sociale. Je tente seulement de le saisir dans son principe.

L'Albanie n'est pas autogestionnaire. De nombreuses conversations avec les Albanais ne laissent aucun doute là-dessus et bien des camarades l'ont appris à leurs dépens. L'Union « soviétique » et le « courant autogestionnaire », tout en partant de principes différents, aboutissent à un même résultat : le rétablissement progressif des rapports de production capitalistes, le surgissement d'une nouvelle bourgeoisie, la liquidation pure et simple de la Révolution. C'est une question que les Albanais connaissent bien. Elle revient fréquemment dans leurs propos : la Yougoslavie est proche. Les faits montrent que dans les entreprises autogérées de Tito, il s'est formé un nouveau groupe social qui s'approprie le travail collectif et assume en fait le pouvoir. La notion de profit a dû être rétablie. Elle est même considérée comme le principe stimulant de l'économie ! Le refus d'une organisation centralisée a conduit directement au rétablissement des lois du marché. La concurrence règle de manière anarchique les rapports entre les unités de production, certaines font faillite ! Les capitaux privés prédominent ; le chômage augmente. Je sais : on objectera que ça n'est pas la véritable autogestion. Mais à moins que de s'aller perdre dans des brouillards idéologiques d'où l'on ne revient pas, on ne peut juger d'un principe que par ses débuts d'application, si maladroits soient-ils. Un autre exemple, l'Algérie, n'est guère plus encourageant !

En fait, la théorie autogestionnaire, le mot d'ordre : « l'usine aux ouvriers » est diamétralement opposée aux principes du socialisme albanais qui réaffirme constamment, je l'ai dit plus haut, son attachement au marxisme-léninisme. Les Albanais défendent donc le centralisme d'Etat : *« Le prolétariat se servira de sa suprématie politique pour arracher petit à petit tout le capital à la bourgeoisie, pour centraliser tous les instruments de production entre les mains de l'Etat »* (1).

Cette centralisation rigoureuse et vigilante se justifie à plusieurs titres.

Une société socialiste doit se donner les moyens réels de planifier la production et la consommation. Dans les conditions actuelles un effritement de la propriété collective, ne peut, nous l'avons vu, que conduire au rétablissement du marché.

Il s'agit ensuite d'assurer à la classe ouvrière la direction de son usine, certes, mais également de la société tout entière. « *Une cuisinière,* disait Lénine, *doit être capable de faire fonctionner l'appareil d'Etat* ». Dans ces conditions, il ne suffit pas de donner à chacun le contrôle de son instrument de travail : il faut aller au-delà. A cet égard, il est significatif que les coopératives agricoles dont le principe de fonctionnement se rapproche de celui d'une entreprise autogérée, ne soient considérées par les Albanais que comme des formes supérieures de la propriété privée. La terre et le bétail appartiennent au village, à un groupe de villages, mais ils ne sont pas le bien de tous.

Enfin, dans la période transitoire que constitue le socialisme, la lutte des classes continue. Elle s'aggrave même. Le prolétariat est la seule classe capable de mener à bien la Révolution. Il s'avère alors que : *« le morcellement de la propriété étatique et la négation du rôle dirigeant de l'Etat socialiste signifie le morcellement de la classe ouvrière, la négation de son rôle dirigeant »* (Enver Hodja).

Voici donc la principale objection des Albanais aux autogestionnaires : ils font bon marché des réalités concrètes ; ils ne permettent pas à la classe ouvrière « d'exercer sa direction en tout ».

Mais il est vrai que l'histoire ne permet plus de raisonner innocemment. Nos lecteurs le savent — les Alba-

(1) *Marx :* « Manifeste du parti communiste ».

nais aussi. Il ne suffit plus qu'un parti se réclamant du prolétariat soit au pouvoir pour que le pouvoir soit à jamais aux mains des prolétaires. Il faut s'assurer que les masses contrôlent constamment leur avant-garde. Nous n'insisterons pas sur ce point. Le fonctionnement du Parti du Travail mériterait à lui seul un long développement. Il faut également établir le contrôle réel et direct de la classe ouvrière sur sa vie quotidienne. C'est là un des efforts créateurs de l'Albanie au socialisme, du moins je le crois, et nous nous arrêterons sur ce point un peu plus longuement.

On ne peut qu'être frappé par l'extraordinaire climat qui règne dans les usines. Les cadences sont très lentes. Parfois, de jeunes ouvrières quittent leur poste pour venir voir les visiteurs étrangers. Des affiches, des photos recouvrent les murs. Des allées sont ménagées entre les machines : il faut pouvoir se rencontrer. L'usine n'est pas uniquement un lieu de production. mais un centre de vie politique, sociale...

« *Renforcer la démocratie du monde !* » : un thème qui revient, impératif et obsédant. Le contrôle ouvrier direct, souligne un conférencier, n'est pas une nouveauté. Il n'est que la continuation de la tradition des soviets. Il existe en Albanie depuis la libération mais n'a pris une réelle ampleur que depuis la lutte contre le « révisionnisme ». Lui seul est capable de garantir le pouvoir populaire contre la bureaucratie. Comment ce principe s'applique-t-il dans la vie de tous les jours ?

Les Unions professionnelles jouent dans ce domaine un rôle essentiel. Les syndicats regroupent en effet la quasi-totalité de la classe ouvrière. Ils n'en sont pas réduits à être de simples « courroies de transmission ». Ils ne sont pas les agents passifs de décisions venues d'en haut. Sur chaque aspect de la vie professionnelle ils ont leur mot à dire.

L'instance suprême de direction, c'est finalement l'assemblée d'usine ou d'atelier. Elle peut discuter toute sanction. Chaque décision importante doit être soumise à son approbation. Elle n'élit pas les cadres (l'entreprise n'appartient pas aux salariés, elle est le patrimoine du peuple tout entier). Néanmoins, l'Etat ne nommera le directeur qu'après l'accord de l'assemblée qui pourra toujours, d'ailleurs, en cas de faute grave, demander sa révocation.

Enfin, c'est dans le cadre des Unions professionnelles que les travailleurs discutent et contrôlent l'application du plan. En Albanie, la planification est complexe. Elle comporte plusieurs étapes que nous pouvons définir ainsi. Le parti est présent au sein du peuple : c'est son rôle. Il enquête, s'informe, et, lors de ses congrès, définit les grandes orientations économiques. Sur ses directives, l'Etat élabore alors un premier projet dont les éléments sont communiqués à la base. Dans les usines, dans les coopératives, dans les fermes d'Etat, partout où des hommes travaillent, un vaste débat s'engage. Il dure souvent plusieurs mois au bout desquels l'Etat centralise suggestions et critiques. Il modifie son projet initial, le dépose devant l'assemblée populaire qui l'examine à son tour et l'adopte.

Néanmoins, pour certaines questions, l'assemblée générale ne peut trancher. Tel problème, par exemple, nécessite une enquête longue et complexe. Le syndicat désigne alors une commission de contrôle. C'est peut-être l'aspect le plus spectaculaire du contrôle ouvrier direct en Albanie. Elue par une usine, ou par un atelier, l'équipe existe temporairement. Elle s'occupe d'une question bien précise. Elle se rend sur les lieux, enquête, provoque des réunions, suggère des solutions, veille sur leur application et se dissout. Son champ d'action est illimité. Les commissions sortent fréquemment des entreprises, assurant ainsi la direction effective du prolétariat sur le système social. Les écoles, les ministères, les administrations font souvent l'objet de telles visites. Récemment, l'opéra de Tirana exhibait un peu trop ses péplums : un groupe venu de l'usine Tractori y a mis bon ordre.

Enfin, chaque travailleur peut s'exprimer individuellement par voie d'affiches : les fameuses « feuilles foudres ». Il ne s'agit pas, comme en Chine de porter à la connaissance des autres de longs développements théoriques, mais simplement de dénoncer ce qui ne va pas. Ce ne sont pas là des procédés formels et sans importance. Les personnes mises en cause doivent se justifier ou modifier leur comportement. Elles risquent de devoir s'expliquer devant l'assemblée. La direction de l'usine Tractori en prenait un peu trop à son aise : les retards s'accumulaient, injustifiés. Un groupe d'ouvriers a rédigé une feuille-foudre.

Il serait trop facile de me reprocher de peindre un système idyllique et sans contradictions. Les problèmes se posent, nombreux et pressants. Les Albanais en sont conscients. Le contrôle ouvrier, si audacieux soit-il, n'en manifeste pas moins de graves insuffisances. Souvent les feuilles-foudres se bornent à dénoncer les fantaisies capillaires et vestimentaires de certains. Les commissions ne semblent pas toujours les bienvenues : « *Qu'il ne soit plus permis qu'à la suite de ce contrôle, les officiels aillent en faire un autre, adoucissent les choses, s'arrangent entre eux* ». Les procédés bureaucratiques ont la vie dure.

L'Albanie peut nous apporter beaucoup : elle est une puissante incitation à la réflexion. Par ailleurs, elle ne prétend pas se poser en modèle. Aucun schéma, aucun projet, même minutieux, ne peut préjuger ce qui sera. Le socialisme en France prendra des aspects nouveaux, imprévisibles et qui nous surprendront. Il sera forgé par la classe ouvrière elle-même, dans sa pratique.

Alain PALETTE.

A TRAVERS LES LIVRES

DICTIONNAIRE BIOGRAPHIQUE DU MOUVEMENT OUVRIER FRANÇAIS

Tome XII (DEL à GUE)

Publié sous la direction de Jean MAITRON.
Editions Ouvrières
12, avenue de la Sœur-Rosalie, 75621 PARIS - Cédex 13.

Prix : 110 F

Le tome XII du Dictionnaire biographique du Mouvement ouvrier français est le troisième volume de la troisième partie de l'œuvre entreprise par J. Maitron, qui groupera en sept volumes environ 12.000 biographies de militants ayant exercé leur activité « de la Commune à la Grande Guerre ». La première partie du Dictionnaire

Dans ce tome XII, nous avons retrouvé de nombreux noms connus ou moins connus de militants qui ont tous contribué à leur manière à faire l'Histoire Ouvrière. Citons-en quelques-uns dans l'ordre où nous les avons trouvés : Fernand Desprès, journaliste, Manuel Devaldès, écrivain anarchiste individualiste, Eugène Dieudonné, inculpé dans l'affaire Bonnot, Maurice Dommanget (pour son activité d'avant 1914), historien du mouvement ouvrier, Albert Duc-Quercy, journaliste socialiste et militant, Amédée Dunois, militant, historien et écrivain, Georges Durupt, militant anarchiste, Emile Eudes, membre de la Commune. Sébastien Faure, Léo Frankel, membre de la Commune, André Girard, collaborateur des *Temps Nouveaux*, Albert Goldschild, mort le 1er septembre 1974 et dont nous avons lu le dernier article dans le numéro d'octobre de la R.P., Jules Grandjouan, dessinateur engagé, Jean Grave, fondateur et animateur des *Temps Nouveaux*, Victor Griffuelhes, secrétaire de la C.G.T. de 1901 à 1909, Jules Guesde, etc.

Outil de travail indispensable aux historiens du mouvement ouvrier, le Dictionnaire de J. Maitron, « le Maitron », ne doit pas se cantonner aux rayons des bibliothèques universitaires, il doit apparaître dans ceux des fédérations et des syndicats afin de permettre aux militants un contact direct avec ceux qui ont construit l'histoire du mouvement ouvrier. — *Y. B.*

PARMI NOS LETTRES

POUR LE REPAS DU CINQUANTENAIRE

De la camarade France SERRET, qui fut avec le bon militant de l'enseignement Gilbert Serret, une des premières abonnées de la R.P. (dans une lettre à Guilloré) :

J'ai lu avec beaucoup d'intérêt les articles de Croix et d'Hagunauer, pages d'histoire de ces années terriblement exaltantes de l'entre deux guerres. Je te rappelle qu'à l'heure actuelle, je dois compter parmi les plus anciens abonnés à la R.P. Quand je me suis mariée avec Gilbert, à la fin de 1925, je recevais déjà la revue. Aussi combien je regrette de ne pouvoir participer au repas fraternel du Cinquantenaire. Pour concrétiser le désir que j'aurais d'être parmi les camarades, je t'envoie (chèque postal joint), le prix de mon repas que tu verseras à la souscription pour la revue.

Y A-T-IL ENCORE UN PROLETARIAT ?

D'Edmond HUMEAU (Paris) :

Chers camarades, je suis loin d'être toujours d'accord avec les perspectives de « La Révolution Prolétarienne » mais je trouve votre présence très roborative *et il me semble que vous apportez dans la survie d'un syndicalisme qui ne serait pas aux ordre des politiciens une lueur d'espérance dont les amis de « Force Ouvrière » ont rudement besoin, dans la traversée du désert que la C.F.D.T. nous force à accomplir, mais croyons-nous encore que « les classes sociales » survivent au nationalisme des empires concentrationnaires ? Il n'y a plus ainsi d'idéologie politique, pas davantage d'idéologie économique mondialiste et je m'interroge sur les prochaines aliénations de la liberté, même dans l'égalité des plans et la justice de ce qui fut le prolétariat.*

Car le terme marxiste de prolétariat ne correspond plus à notre conception du monde en des divergences qui sont aussi nécessaires à l'évolution de la société que les contradictions à notre vie. Je comprend très bien que « la revue syndicaliste révolutionnaire » fondée par Pierre Monatte tienne à conserver ce titre aujourd'hui privé de signifiance puisque la tradition est aussi révolutionnaire que sa destruction et, en ce sens, « la Réovlution Prolétarienne » apparaît comme la maintenance d'une tradition symboliste.

Cependant l'essentiel est dans la poursuite des dialogues contradictoires sur la connaissance des faits et sur l'action syndicale et coopérative, dans l'esprit de liberté que définit Rosa Luxemburg, plus nécessaire que jamais. Mais qui fera la relève du syndicalisme révolutionnaire dans un monde où nous sommes des otages de la mutation planétaire ?

NECESSITE DE LA VIOLENCE ?

De Julien LECOCQ (93) :

Au sujet de la « nécessité de la violence révolutionnaire », Gallienne (numéro 607 d'octobre), *dit avec raison qu'il y a toujours le danger de tomber dans l'engrenage de la violence, de l'employer au service d'une mauvaise cause, contre des camarades d'autres tendances, comme cela s'est produit en Russie et partout ailleurs.*

Comment croire à un mouvement révolutionnaire par la violence en France, pour faire naître un régime socialiste, alors que la grande majorité des socialistes et sympathisants de toutes tendances sont de nature humaine et pacifiste, face à un parti communiste organisé et fanatique à tout mot d'ordre, pour y faire triompher son régime ?

Toute révolution faite par la violence est toujours à recommencer : révolutions des idées, d'abord, et puis tous les révolutionnaires de toutes tendances ne sont-ils pas tous devenus des petits bourgeois ? Pas tous heureusement ; les femmes en font une mode. Faire la révolution par la violence avec de tels éléments, voyez ce que cela peut donner demain.

Il faudrait revenir à une vie plus simple, plus près de la nature, plus saine, avec une éducation faite de tolérance et une morale pacifiste, lutter contre les Eglises religieuses et politiques, un travail monstre pour les éducateurs.

Lu dans « Match » du mois de novembre, un reportage de Peter Wilby :

« En Irlande du Nord, les enfants ne dessinent plus sur leurs cahiers, que blindés, batailles, fusils, canons, etc. ».

On peut toujours donner son point de vue à la R.P. : elle est faite pour cela entre autres.

CRISE DE L'ENSEIGNEMENT, ENTRE AUTRES PROBLEMES

De Jean DUPERRAY (Loire) :

Quand on reçoit à mi-décembre la R.P. d'octobre on se rend compte du vide que laisse son absence. C'est « Le Carnet du Sauvage » *de Pierre Monatte que l'on retrouve désormais en ceux de Guilloré et de Gallienne. Quelle oxygénation mentale ! Et la teneur générale de chaque numéro est d'un niveau comparable. Une absence à noter cependant : celle de Daniel Guérin qui s'imposait au chapitre Proudhon.*

Par ailleurs, deux points importants de la chronique de Louzon auront sans doute étonné comme moi les plus vieux et fidèles lecteurs de notre revue.

La machine aurait été et serait encore la cause directe du chômage ? Louzon, dans le passé, et, en particulier lors de certaines controverses avec Jacques Duboin, n'avait-il démontré exactement le contraire ? La raréfaction de la main-d'œuvre et son plein emploi jusqu'à épuisement ne sont-ils plus fonction directe du degré de développement technique des pays de surindustrialisation ? Loin de remplacer l'homme, la machine ne multiplie-t-elle plus les besoins de chair à travail ?

A moins que cette donnée ne soit plus vraie dans le passage, relativement bref, d'un mode de production à un autre techniquement perfectionné, dans un métier donné.

Nous retrouverions là le germe de toutes les contradictions que l'on peut déceler entre une orientation économique générale et les intérêts immédiats de telle ou telle catégorie de travailleurs exprimés dans ses revendications.

N'est-ce pas quelque chose d'analogue que l'on détecte dans cette autre partie de l'article relative à la libre initiative économique ? Mais est-ce là pour nous un problème nouveau ? Puisqu'il ne s'agit encore que d'un point de vue théorique, pouvons-nous ne pas rappeler les deux études publiées par Louzon lui-même autour de 1925 et autour de 1936 : « Coopératives et Plan commun » *et* « Esquisse d'une Société prolétarienne ».

Une différence très importante cependant entre ces esquisses théoriques, et l'autre esquisse résumée par Louzon à propos de la Chine. Dans ces esquisses de Louzon, c'était en cours de fonctionnement pratique, en cours de production effective, par un système de correctifs successifs suivant un mécanisme comparable à celui de l'offre et la demande que s'établissent le jeu des rapports entre l'initiative des entreprises et le plan d'orientation générale. Un jeu de discordes et de nécessités dans un constant rééquilibrage travaillant sur des données réelles.

Une des bases du credo R.P. de toujours me semblait être celle-ci : « La vie sociale ne peut être que le mouvement résultant du fonctionnement réel des rouages complémentaires ou opposés le cas échéant et non la mise en application d'une décision préalable unique quel qu'en soit le mode d'élaboration ». *Mais si une réalité expérimentale vivante nous apporte un démenti, il est évident qu'il nous faut le constater et le dire.*

ENTRE NOUS

Voici donc, avec une nouvelle présentation, le premier numéro de la cinquante et unième année. Il n'est pas sorti sans mal. Il nous a fallu surmonter les difficultés de la fin de 1974 : difficultés financières accrues par la hausse du prix du papier et des coûts d'impression.

Pour savoir si nous allons vivre au-delà de nos cinquante ans, nous avons immédiatement deux moyens de contrôle et de jugement : le premier est L'IMPORTANCE DE LA PARTICIPATION DES CAMARADES AU REPAS DU CINQUANTENAIRE. En 1970, pour le quarante-cinquième anniversaire, nous avions salué les cent trente participants. Le nombre des inscriptions pour cette rencontre des cinquante ans devrait être au moins aussi grand. CE SERA UN BAROMETRE.

Vous trouverez dans ce numéro un bulletin d'inscription. Remplissez-le sans plus tarder.

Autre instrument de mesure de l'intérêt soutenu que nos amis portent à notre revue et à son maintien : la situation de nos finances. Le tableau que vous trouverez ici, comme à l'habitude, ne prête pas tellement à l'optimisme. Voyez la faiblesse de notre encaisse au 31 décembre, avec deux numéros non payés ! Il est vrai que la perturbation dans les correspondances, que nous avons tous connue, explique pour une part la faiblesse des rentrées d'argent. Le mois de janvier devrait être plus favorable. Camarades, faites qu'il le soit !

Toujours, toujours les mêmes obsédantes questions ! Il faudrait tout de même que nous arrivions en bonne santé à cette rencontre fraternelle du cinquantenaire, pour qu'ensemble nous prenions les bonnes dispositions pour repartir vers la fin de ce siècle déjà trop chargé d'histoire. Il nous semble que la voix de « la R.P. », la voix obstinée du syndicalisme révolutionnaire est toujours nécessaire. Elle l'est plus que jamais dans une situation mondiale où les malheurs sont encore à nos portes, où il ne paraît malheureusement ni absurde, ni délirant d'envisager l'hypothèse d'une guerre universelle.

Amis d'hier et d'aujourd'hui, abonnés fidèles, ceux qui ont suivi et aimé cette revue depuis longtemps, nouveaux adeptes de notre pensée et de notre méthode, votre rassemblement s'impose, votre collaboration est urgente sous toutes ses formes, pour que « la R.P. » aborde en pleine vigueur un nouveau demi-siècle !

Sommaire du N° 609 - Janvier 1975

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire
fondée par Pierre Monatte en 1925
(mensuelle)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE ET PAYS DU MARCHE COMMUN

Six mois	25 F
Un an	50 F

AUTRES PAYS

Six mois	30 F
Un an	60 F

Le numéro : 5 F

ADRESSER LA CORRESPONDANCE
concernant la rédaction
et l'administration à la
REVOLUTION PROLETARIENNE
21, rue Jean-Robert, PARIS (18e)
Téléphone : 607.02.06

PERMANENCES

le lundi, de 15 à 17 h ; les mercredis et jeudis de 17 à 19 h ; le premier samedi du mois à partir de 15 h

UTILISER POUR LES ENVOIS DE FONDS
notre compte chèque postal
REVOLUTION PROLETARIENNE 734-99 PARIS

D'OU VIENT L'ARGENT ?

MOIS D'OCTOBRE-NOVEMBRE-DECEMBRE 1974

RECETTES		
Abonnements ordinaires	1.339,50	
Abonnements de soutien	850	
		2.189,50
Souscripton		457
Ventes au N°		29
Compte E.S.		50
Total des Recettes		2.725,50
En caisse au 1-10-74		3.494,42
		6.219,92
DEPENSES		
Impression expédition N° septembre 74		3.656,50
Frais déplacement octobre-décembre		264
Téléphone		93,10
		4.013,60
En caisse au 31-12		2.206,32
		6.219,92

ABONNEMENTS DE SOUTIEN

Courdavault (17), 100 ; Devriendt (94), 50 ; Franc F. (42), 100 ; Gallienne (93), 70 ; Geslin (45), 100 ; Grimm (Suisse), 100 ; Guigui (Suisse), 70 ; Dambourgès (33), 80 ; Lippe (Belg.), 100 ; Giny (7'), 80. — Total : 850.

SOUSCRIPTION

Deler (33), 10 ; Andrieu Guy (06), 50 ; Vauriet (Belg.), 10 ; Faucier (60), 100 ; Grenet (93), 50 ; Lamizet (83), 30 ; Prados (69), 30 ; Vega (52), 100 ; Thomas G. (71), 50 ; Tailler (91), 20 ; Duperray (42), 7. — Total : 457.

Imp. « E.P. », 232, rue de Charenton, Paris-12e

Le directeur de la publication : Ferdinand CHARBIT

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués.